

# EST & OUEST

BULLETIN BI-MENSUEL  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

REDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS  
Téléphone : 387-36-71

## SOMMAIRE

LÉON EMERY. — Eclotions historiques et prises de conscience .....	1	II. Les Congrès des deux Partis communistes grecs .....	14
JEAN-PIERRE BRULÉ. — L'escalade stratégique. Armements : le cycle infernal De S.A.L.T.-1 à S.A.L.T.-2 .....	5	PIERRE ARDANT. — L'A.K.E.L., Parti communiste de Chypre .....	16
JOHN PETERS. — L'espionnage soviétique au Canada .....	10	GUSTAVO DANIEL CORBI. — Où va le Panama ? .....	18
<i>L'extrême-gauche en Grèce :</i>		LUCIENNE REY ET JEAN MALARA. — Le Parti face aux organisations indépendantes en Pologne .....	19
G. GEORGALAS. — I. La 3 <sup>e</sup> Conférence de l'E.D.A. ....	13		

## Eclotions historiques et prises de conscience

LE temps est une étoffe complexe dont nous composons, en abrégant des souvenirs et des impressions, les significations mouvantes de l'histoire. La bataille de Valmy n'est intrinsèquement qu'une insignifiante canonade ; seul un esprit capable de profondeur synthétique comme celui d'un Goethe a pu voir en cet arroi militaire peu convaincant le début d'une ère nouvelle. De même, la Révolution française peut être suggérée en quelques épisodes dont la stricte matérialité est peu de chose, dont la valeur symbolique est immense. Il y eut dans l'histoire de Paris et à nombre d'époques bien des bagarres plus sérieuses que la prise de la Bastille, mais lorsqu'on vit le roi aller rendre courtoisement visite à la municipalité née de l'émeute, on put soudain comprendre que l'ancien équilibre des forces n'était plus que décor en car-

ton, conflit entre l'apparence et la réalité neuve.

Peu d'années plus tard, le Neuf Thermidor, dont certains purent croire d'abord qu'il ne serait que le renversement d'un clan parlementaire par un autre, révéla dès l'instant que les Blancs de Barras dispersèrent aisément les Rouges d'Henriot que, comme l'avait très bien vu Saint-Just, la révolution était glacée. Au Dix-Huit Brumaire et bien que le nouveau César ait failli manquer de cœur, tout était clairement ramené au point où une poignée de soldats décide de tout, ce qui n'est pas un mal absolu. Il me semble que les récentes élections législatives peuvent être majorées au point d'être considérées, au moins par hypothèse, comme une journée historique relativement riche d'avenir, encore que banale du point de vue formel.

Les élections se déroulèrent comme une comédie savamment conduite et qui ne laisse pas de jeter sur l'homme des lueurs ironiques.

Il fut d'abord entendu pour beaucoup, et pas seulement pour des doctrinaires, que selon les lois d'une justice intuitive qui ne pouvait plus être différée, toutes les conditions (déjà intégrées dans la conscience des hommes par les expériences du Bloc des Gauches, du Cartel des Gauches, du Front Populaire) étaient rassemblées pour qu'il en sortit pleine victoire. La polémique ramenait avec une insistance obsédante les lois de polarisation dont découlait la supériorité quasi mystique de la gauche, l'interruption consentie en faveur du gaullisme et de ses séquelles ne pouvant être qu'un accident dont l'ampleur devenait un scandale. Formation de la coalition triadique, lente genèse du monument de la sagesse qu'était forcément le Programme explicite et total, fraternité obligée des paladins des états-majors, voilà qui existait parce que postulé par les foules, parce que l'étoile polaire ne pouvait pas ne pas être à gauche, parce que cette loi infantile serait confirmée au scrutin. Cela posé ou plutôt exigé, il ne restait aux augures qu'à faire parler les présages et c'est pourquoi les sondages mirent unanimement leur fausse technicité au service d'une certitude anticipante qui commandait l'argument. Quant aux derniers défenseurs de la position assiégée, ils se sentaient vaguement condamnés. Les plus confiants se jugeaient raisonnables lorsqu'ils spéculaient encore sur une majorité parlementaire d'une dizaine de voix, les hypothèses allant leur train quant à ce qu'en pourrait faire ou tenter de faire la subtilité manœuvrière de Giscard.

Le sommaire de la comédie étant ainsi en cours d'exécution régulière et conformément au plan à la fois implicite et cohérent, le malaise naissant parmi les fidèles de la gauche puis s'accusant vite lorsque la discussion sur le programme s'éternisa, on a naturellement oublié qu'un comparse lança la première bombe, les diatribes de Marchais contre Mitterrand attirant toute l'attention. Elles ont été expliquées dans cette revue et l'on ne peut douter que la stratégie communiste impose par priorité permanente la mise à mort du social-traître dès qu'il menace de prospérer, mais on ne peut demander à la masse des électeurs moyens de comprendre cette haute école dont il est résulté stupé et retrait. Toutefois, ce qui mérite l'attention encore bien plus que le résultat brut du scrutin, c'est la manière dont il fut accueilli, dont se révéla un changement de décor ou plutôt de climat par quoi s'exprime

le phénomène global caractéristique de la prise de conscience.

A l'ordinaire, une déception aussi cuisante que celle subie par la forfanterie de la gauche provoque une mauvaise foi rageuse, la promesse d'une prompte revanche, la recherche de causes fortuites qui sont peut-être des trahisons stipendiées; cette fois, l'opposition vaincue accepta avec une résignation assez calme l'idée que le régime libéral et conservateur de Giscard était pour longtemps prorogé, que les mythes d'hier seraient pour longtemps aussi ceux de demain, qu'au vu et au su de tout le monde, pour des raisons fort peu claires où peu de gens voyaient goutte, les communistes, et d'abord leur chef visible, avaient systématiquement provoqué la faillite de la gauche dans une atmosphère de duplicité et de fourberie. En quelques semaines et pour tout dire d'un mot, Marchais a fait plus que nous tous en tant d'années de propagande, pour prouver que les communistes ne font point partie de la grande famille de ceux pour qui il n'y a pas et ne pourra jamais y avoir de véritable adversaire à gauche. La découverte du mensonge communiste, découverte qui ne peut manquer de s'irradier en beaucoup d'autres (car un coin du voile soulevé révélera nombre d'insoupçonnés, la méfiance une fois suscitée ne pouvant plus s'apaiser à bon compte). Plus stupéfiante encore est la nouvelle attitude des syndicats; alors que presque tout le monde avait prévu des grèves en cas de défaite et plus encore en cas de victoire, les états-majors syndicaux témoignent d'une modération et d'une patience dont on demeure très surpris et l'on voit Séguy, oui Séguy en personne, se faire sans rire le champion de l'indépendance du syndicalisme et déplorer que cette indépendance ne soit pas respectée comme il le faudrait en U.R.S.S. Ainsi, pour un communiste, car tout le monde sait bien qui est Séguy, le mensonge consiste souvent à s'habiller de vérités comme de masques.

Parmi tous les éléments dont est composé le tissu psychologique du dernier scrutin, nul doute que le plus important, celui qui s'est répercuté sur tous les autres, c'est une nouvelle appréciation du phénomène communiste, surtout parmi les plus sollicités, les plus vulnérables, les plus proches de l'adhésion et dont la structure mentale commence à se modifier, je veux naturellement parler des intellectuels. C'est à cette péripétie capitale de l'histoire des idées que nous pouvons maintenant consacrer quelques réflexions.

Un intellectuel, étant bien entendu que la légion devient pléthorique, c'est au moins par définition, celui qui s'avère ou se croit capable de manier les idées, celui qui est sensible un peu plus que le commun des mortels à la logique même rudimentaire et au principe de contradiction. En ce point, nous rencontrons un redoutable problème, celui de l'idéologie, bouillon de culture de l'intellectuel politicien. Alain Besançon loue la sûreté de l'instinct qui conduit Soljenitsyne à expliquer avec une sorte de fixité l'inhumanité du Goulag par l'abstraction maniaque de l'idéologie. C'est un fait bien connu par ailleurs que la gigantesque floraison, floraison très épineuse au reste, de l'idéologie à partir des maîtres, de Marx, de Lénine et pendant un temps de Staline, de la gravité proprement théologique avec laquelle les communistes, dûment formés dans les écoles de cadres, parlent de la sainte doctrine, surtout par références et citations. Ainsi s'explique le rôle des séminaires du Parti dans le recrutement et la formation de l'appareil, le fait aussi que, parmi les lévites du Parti, les intellectuels ont toujours été bien plus nombreux que les ouvriers. Rappelons que dans la vie du Parti, la lourdeur pédantesque est un style obligatoire, la soumission à l'orthodoxie le devoir premier, la déviation, le crime d'hérésie dont les procès staliniens ont clairement montré jusqu'où ils peuvent conduire avec l'approbation de leurs victimes. Ce colossal appareil donne partout où il surgit l'impression d'un pesant monument doctrinal fait pour écraser les consciences sous une idéologie estampillée dont on comprend très bien qu'elle puisse séduire quiconque a le goût d'une machine à penser aussi efficace qu'un moteur bien fabriqué. Il n'est pas question de contester que cette construction qui associe étroitement l'idéologie et la machiavélisme politique soit encore formidable, d'autant qu'elle est dynamisée par un plan de conquête du monde qui a pour elle valeur d'explication. Mais toute médaille a son revers et on est en droit de se demander si l'épisode marxiste, après avoir bouleversé les continents (comme jadis l'Islam ou les Mongols) n'est pas arrivé à un point d'équilibre statique et conservateur qui, pour le communisme marxiste ou léniniste ne saurait signifier que sclérose et bientôt dépérissement. D'abord et dès qu'on tient tellement à se présenter sous le masque de l'idéologie et comme une doctrine d'intellectuels, on se rend justiciable d'un examen critique tôt ou tard rendu à la liberté. On se trouve ainsi plus ou moins vite ramené à sa dimension intrinsèque qui apparaît décidément comme faible ou du moins changeante. Osons le dire, Marx, trop changeant, Lénine, trop aveuglé et roidi par

le fanatisme, ne sauraient être considérés comme des penseurs de tout premier plan et Staline ne fut éminent que dans l'ordre du machiavélisme le plus monstrueux. Il s'est donc trouvé que les élections ont coïncidé avec une étonnante accumulation des meilleurs produits de la critique anti-marxiste, lesquels n'ont pu manquer d'agir en profondeur dans l'obscurité des consciences.

A ce sujet, une remarque s'impose. On a vu paraître coup sur coup en peu d'années tant de livres d'un rare mérite, et d'accord pour l'essentiel, qu'on a pu croire à une sorte de découverte, grosse de nouveautés fulgurantes. Certains furent alors tentés de faire remarquer avec un peu d'irritation que trente ou quarante ans plus tôt d'autres ouvrages étaient parus, ils rappelèrent que le livre insigne de Boris Souvarine sur Staline, que les analyses aiguës de Koestler dans *Le Yogi et le commissaire*, s'ils n'avaient pas eu moins de mérite et de pertinence, avaient cependant suscité dans l'imédiat un éclat bien moindre. On peut rétorquer qu'à l'époque de leur publication, il était difficile de percer le barrage qui protégeait l'idéologie communiste, même chez ceux qui demeurent méfiants ou hostiles à son égard. Nul ne pouvait croire à tant d'aberrations et de monstruosité. Le temps passant, les révélations, les preuves et les scandales se multipliant, il s'est fait un tel processus d'imprégnation lente qu'un large public, surtout dans le monde des intellectuels, a finalement été mis en état de réceptivité et disposé par là à reconnaître au moins que la question était posée, le plus rationnellement du monde.

C'est pourquoi après l'énorme ébranlement provoqué par ce paladin héroïque que fut Soljenitsyne, ce ne fut pas petit esclandre que l'apparition des nouveaux maîtres, puis en des méthodes et un style plus conformes à ce que produit de meilleur la science universitaire la plus solide un spécialiste comme Alain Besançon : il fut décidément admis que les iconoclastes les plus hardis pouvaient bien avoir raison ou mériter en tout cas qu'on les écoute.

Assurément, nous serions bien ridicules si nous claironnions à grand fracas la mort prochaine de l'idéologie communiste. Toujours expert à remettre en équilibre les plateaux de la balance, Raymond Aron nous rappelle qu'en dépit des palinodies, des échecs, des trahisons ostensibles dont la plus spectaculaire fut le ralliement au pacte conclu entre Hitler et Staline, le Parti communiste a toujours su garder en ses filets un électeur sur cinq, donc l'équivalent d'une formidable enclave étrangère dans un pays qu'il menace toujours, soit de conquête com-

me la Bohême, soit la colonisation comme l'Italie. Rien de plus exact, mais est-on téméraire si l'on croit voir en ce langage un ton nouveau dont Aron n'aurait pas usé un lustre plus tôt. Comme Henry Lévy et avec plus de rigueur encore, Besançon démontre la continuelle facticité, à chaque étape de son histoire, de la construction communiste. Pour quiconque se rallie à cette vue, ou bien la professa toujours même en son ignorance et son instinct, l'appareil ne fut jamais que l'empire du faux et c'est dire qu'il se désagrège si cette opinion se répand maintenant à vitesse suffisante.

Ainsi est postulé la nécessité de pouvoir orienter en d'autres directions ceux qui ne voient plus en lui lumière ou force d'attraction. Le désespoir ne pouvant en définitive servir que les terroristes et les nihilistes, c'est en d'autres directions qu'il reste à chercher les lignes du salut.

★★

Personne ne met en doute que Barre va s'engager résolument dans la voie du plein libéralisme, ce qui rappelle Pinay et bien plus encore Ehrhart qui fit sortir de cette politique le miracle allemand. Le fait le plus significatif sera cette fois un jugement de valeur, car si tous voient revenir une politique d'austérité qu'on prévoit rude, ceux même qui lui déniaient toute justice et toute efficacité le font avec une sorte de résignation, les syndicats manquant étonnamment d'agressivité. Dans le climat né des élections et qui crée des perspectives assez technocratiques, il n'est pas exclu que Barre puisse enregistrer des succès, mais il est fort douteux que, fût-il solidement remis en selle, il permette de concevoir une politique de la jeunesse qui jamais ne fut potentiellement incluse dans le libéralisme productif. S'il faut parler en termes de civilisation, le vrai drame tient à ceci que les jeunes ne sont plus attirés par le travail qu'on leur offre et qu'on ne leur offre pas assez, dans le monde moderne. N'en déplaise aux prétendus réalistes, ce n'est pas la promesse des gros bénéfices matériels qui fascinera les jeunes ; on les soulèvera bien plus valeureusement si on leur montre de nobles objectifs pour lesquels on puisse leur demander beaucoup. Or, en la conjoncture présente, s'esquisse une convergence dont peuvent également sortir faillite sordide ou résurrection courageuse.

A l'année prochaine est officiellement fixée la première élection au suffrage universel d'un Parlement européen ; ce n'est point que je raffole des Parlements ni des élections, ni même du suffrage universel, dont on a

bien montré qu'il sert à toutes fins, mais l'occasion est bonne d'utiliser la portée publicitaire de l'événement, et d'abord de reconnaître que nous avons déjà beaucoup plus qu'une simple ébauche de l'Europe. Si nous voulons qu'elle soit une valeur d'avenir vers laquelle les jeunes puissent tourner le regard en retrouvant motif d'espérer, il faut que la nouvelle institution ne soit pas seulement un édifice politique digne de respect, qu'accompagneront des réformes économiques qui peuvent aller loin et vite dans le sens de l'humanisme libéral, il faut surtout que les gouvernants changent leur rythme trop routinier et comprennent enfin que pour acquérir rapidement prestige et autorité, l'Europe doit être porteuse de civilisation et que s'y épanouisse la jeunesse du continent.

La culture humaniste ne récuse point du tout celle de technocrates à l'esprit ouvert comme s'il s'en trouve, comme il faut en former, mais elle demande de jeunes Européens fidèles aux traditions éternelles au moins autant qu'à un modernisme dont il importe de savoir où le bien placer. Pour se borner à un seul exemple, il ne se peut que la nouvelle physique, celle des atomes, aujourd'hui propriété royale d'une petite élite de savants, ne descende pas à travers des formes vulgarisées, jusqu'en des élites de diverses origines. Or, elle rend indispensable et rejette au rang des antiquités périmées ce matériel scientifique dont on s'enivra au temps de Feuerbach et de Marx, qui est aujourd'hui la faiblesse profonde du marxisme comme il en fut la force apparente.

Ce n'est pas tout. Reste un problème religieux et moral qui requiert la mise en œuvre d'énormes moyens économiques et techniques, c'est celui de la lutte contre la misère mondiale. Le terme présent de coopération, s'il n'est pas masque ou parcimonie misérable devra préluder à un travail bien plus vaste, source pour l'Europe, et naturellement pour les jeunes Européens les mieux armés, d'aventures ou de vocations sans nombre.

Concluons que l'intérêt des élections vient surtout de ce qu'on en tirera dans les prochaines années. Elles nous ont laissé ou redonné le temps d'entreprendre de vastes synthèses où la vie spirituelle et la mystique retrouveront large place dans une juste hiérarchie. Sinon nous reprendrons le glissement bureaucraté vers la termitière d'abord, ensuite le Goulag. Il revient à chacun de nous de répondre comme il peut.

L. EMERY.

# L'escalade stratégique

## Armements : le cycle infernal

### De Salt-1 à Salt-2

**P**OUR la première fois, deux grandes puissances profondément divisées par leurs valeurs, leur philosophie et leur système social, se sont mises d'accord pour restreindre les armements mêmes dont dépend leur survie en tant que nation : c'est en ces termes que Kissinger justifie devant le Sénat américain (1) les accords sur la limitation des armes stratégiques — plus communément appelés (S.A.L.T. (Strategic Arms Limitation Talks) — signés à Moscou par Nixon et Brejnev, le 26 mai 1972.

Il convient d'éviter de faire un contre-sens sur la portée de ces Accords de 1972 qui ont clos la première phase des S.A.L.T. (et ainsi entrés dans l'histoire sous le nom de S.A.L.T.-1) : le Kremlin ayant l'habitude de signer avec tout le monde pour n'exécuter avec personne. Les tentatives d'un passé récent sont encore dans toutes les mémoires (2).

Avec un beau cynisme d'ailleurs, Brejnev n'a aucunement caché les intentions de l'U.R.S.S. Aussi, le président Nixon en a-t-il informé le Congrès américain : « *Je vous dois, ainsi qu'à la nation, de dire que M. Brejnev et ses collègues n'ont pas caché qu'ils allaient poursuivre les programmes militaires — dans le domaine offensif — qui ne sont pas limités par ces Accords.* (Discours au Congrès, 19 juin 1972).

#### DE LA DÉFENSE ACTIVE A LA DÉFENSE PASSIVE

Les S.A.L.T. comprennent deux documents : un Traité et une Convention. *Le Traité* en 16 articles est souscrit sans aucune limitation de durée : Washington et Moscou se réservant toutefois la possibilité de s'en dégager avec un préavis motivé de six mois. Autrement dit, il ne durera qu'aussi long-

(1) Strategic Arms Limitation Agreements — Hearings before the Senate Committee on Foreign Relations (June-July 1972). Washington U.S. Government Printing Office, 1972, p. 40.

(2) Par exemple, entre autres, l'accord naval anglo-soviétique de 1937, violé par l'U.R.S.S., six mois après sa signature ! Un additif du 6 juillet 1938 entérine la violation... mais le nouveau plafond de tonnage est aussitôt violé par l'U.R.S.S. !... Cette « pactomanie » des maîtres du Kremlin est telle que, pour la seule année 1972, Soviétiques et Américains ont signé plus d'accords qu'en quarante ans de relations diplomatiques ! (Les U.S.A. ont reconnu officiellement l'U.R.S.S. seulement le 17 novembre 1933).

temps qu'il apparaîtra favorable aux intérêts des signataires !...

Ce Traité limite à 200 le nombre des missiles A.B.M. (3) des deux Etats contractants. Ces missiles peuvent être répartis pour moitié pour la protection de la capitale de chacun des deux Etats et, l'autre moitié pour la protection d'un « site » de lancement d'I.C.B.M. (4). On notera ici que les experts militaires n'accordent à ce Traité de 1972 qu'un avenir très limité — dix ans au plus — en raison des progrès considérables attendus dans les systèmes de défense et d'alerte aéroportés.

Les Soviétiques ont, depuis 1968, déployé leur système A.B.M. autour de Moscou. Il comprend 64 missiles répartis entre 4 sites. Les Américains avaient installé un premier polygone de tir A.B.M. à Grand Folks (dans le Dakota du Nord), mais il est démantelé aujourd'hui.

Ce Traité S.A.L.T.-1 arrêtant ainsi le déploiement du système A.B.M. américain, les Soviétiques ont aussitôt fait porter leur effort sur une autre forme de défense : la défense civile, dotée d'un commandement spécial dont le chef est aujourd'hui le général A.-T. Altounine, vice-ministre de la Défense.

La défense civile en U.R.S.S. repose sur ses abris réalisés dans toutes les caves et sous-sols des habitations anciennes et obligatoires pour toutes les constructions neuves. Dans le même temps, ont été créées des installations sanitaires souterraines (hôpitaux, postes médicaux, etc.). Chaque habitant des grandes villes soviétiques est ainsi assuré d'une pro-

(3) Le sigle A.B.M. (Anti-Ballistic Missile) ou missile anti-missile — donc arme défensive — est utilisé pour désigner soit un engin (missile), soit un système d'armes (le missile accompagné de ses systèmes de calculateurs électroniques et de radars de détection) dont le rôle est d'intercepter une fusée adverse avant sa rentrée dans l'atmosphère. Il s'agit là d'un système très sophistiqué qui exige, à terre et sur missile, des appareils très élaborés et une miniaturisation avancée de bombes thermonucléaires pour alléger le poids et augmenter la vitesse ascensionnelle de l'engin.

Les 200 engins A.B.M. prévus au traité de S.A.L.T.-1 sont, aux entretiens de Vladivostok, ramenés à 100 : les experts soviétiques et américains se déclarant sceptiques sur l'efficacité des A.B.M. qui ne pourront jamais assurer une interception absolue, l'attaque étant toujours capable de déjouer la défense. C'est pourquoi les deux supergrands se sont si bien accordés pour limiter ce type d'armements !

(4) I.C.B.M. : Inter-Continental Ballistic Missile, c'est-à-dire fusée balistique de portée intercontinentale (plus de 6.000 km).

tection efficace et peut disparaître sous terre à la première alerte.

Ce déséquilibre considérable de vulnérabilité au point de vue pertes démographiques inquiète aujourd'hui les Américains. Il est bien temps ! Comment, après avoir fait démanteler le système défensif A.B.M., le président américain peut-il demander des crédits massifs pour la défense passive ? En bref, la situation est aujourd'hui telle que, selon les « Joint Chiefs of Staff U.S. » — c'est-à-dire le grand Etat-major américain — un échange nucléaire massif détruirait 45 % de la population américaine (estimée à 217 millions d'habitants en 1978), mais seulement moins de 4 % de la population soviétique (258 millions d'habitants en 1978) !

Si un conflit majeur doit un jour éclater en Europe, il sera nucléaire : il ne faut, à ce sujet, se faire aucune illusion. Les impressionnantes mesures de défense passive imposées en U.R.S.S. sont là pour l'attester. Quant à la doctrine militaire soviétique elle est sur ce point aussi, sans ambiguïté aucune ! Les forces aéroterrestres de l'U.R.S.S. sont entraînées en vue d'une attaque surprise, avec anéantissement des feux nucléaires adverses, en silos fixes et donc parfaitement localisés, et rapide avance en profondeur des blindés destinés à se mêler aux défenseurs pour leur interdire l'emploi de leurs propres armes nucléaires tactiques.

### SALT-1 : UN SIMPLE GESTE POLITIQUE

Outre le Traité sur les A.B.M., l'accord S.A.L.T.-1 comprend une *Convention* qualifiée provisoire, non soumise à la ratification des parlements des deux Etats, et conclue pour une durée de cinq ans, visant les armements offensifs (5) qu'elle « gèle » au niveau atteint au 1<sup>er</sup> juillet 1972. Il est toutefois entendu que, pour les sous-marins équipés de missiles, les programmes en cours seront poursuivis sans toutefois que puissent être accrus les plafonds que fixe un *Protocole annexe*, partie intégrante de la Convention.

Les armes offensives sont ainsi « gelées » par les Accords S.A.L.T.-1 :

	I.C.B.M.	S.L.B.M.
U.R.S.S. ...	1.618	950 (et 62 sous-marins stratégiques).
U.S.A. ....	1.054	710 (et 44 sous-marins stratégiques).

(5) Il faut entendre ici les I.C.B.M. et les S.L.B.M. Sea-launched Ballistic Missile) ou fusée balistique tirée d'un sous-marin.

Kissinger, non sans cynisme, présente ainsi cet Accord S.A.L.T.-1 : « *La course aux armements actuels compense les nombres par la technologie. L'Union Soviétique a démontré qu'elle était le mieux capable de soutenir la compétition en nombres stricts. C'est le domaine qui est limité par l'Accord. Ainsi l'Accord confine la compétition avec les Soviétiques au domaine de la technologie. Et là, jusqu'à maintenant, nous avons disposé d'un avantage significatif* ».

En fait, l'« avance » quantitative concédée à l'U.R.S.S. présente un déséquilibre plus apparent que réel. En effet, si l'on s'en tient aux chiffres bruts, l'U.R.S.S. dispose d'un mégatonnage plus fort : 5.900 mégatonnes contre 2.400 aux Américains. Or, il convient de tenir compte du rapport essentiel Puissance/Précision qui donne alors une supériorité qualitative aux Américains (6).

Quelques remarques s'imposent ici : il est d'abord à noter qu'aucun des documents relatifs aux S.A.L.T.-1 ne cite de chiffres pour ce qui concerne les avions de bombardements stratégiques : les Américains en possèdent alors 531 et les Soviétiques : 140 — aucune limitation n'est donc imposée à leur développement ! Ainsi, les deux signataires vont tout naturellement porter leurs efforts sur ces armements stratégiques non couverts par l'Accord S.A.L.T.-1 ; on le constate aujourd'hui avec le B-1 pour les Américains et le « Backfire » (selon la terminologie de l'O.T.A.N.) pour les Soviétiques...

De même sont laissées en dehors de S.A.L.T.-1, les 620 fusées soviétiques à courte et moyenne portée — 500 M.R.B.M (soit 500 S.S.-4) et 120 I.R.B.M. (soit 100 S.S.-5 et 20 S.S.-20) — (7) braquées, pour les deux tiers sur les centres militaires et économiques de l'Europe occidentale et, pour un tiers pour battre des cibles sur le territoire chinois : l'armée soviétique étant entraînée, armée et équipée pour un seul théâtre d'opération :

(6) Le poids nucléaire des armes se mesure en mégatonnes et kilotonnes. Une mégatonne (M.T.) représente 1 million de tonnes T.N.T. (c'est-à-dire d'explosif classique ou Trinitrotoluène), et une kilotonne (K.T.) équivaut à 1.000 tonnes de T.N.T.

Mais, comme les destructions provoquées par une bombe nucléaire ne sont pas directement proportionnelles à sa puissance, les experts américains ont mis au point une mesure plus réaliste, et tenant compte du rapport essentiel Puissance-Précision, d'où cette nouvelle mesure-étalon de la puissance nucléaire, appelée Equivalent-mégatonnes (E.M.T.). Ainsi, la situation au plan quantitatif apparaît beaucoup moins déséquilibrée. Au plan qualitatif, le déséquilibre est nettement à l'avantage des Américains.

(7) I.R.B.M. (Intermediate-Range Ballistic Missile) ou engin balistique de portée intermédiaire, soit plus de 3.000 km.

M.R.B.M. (Medium-Range Ballistic Missile) ou engin balistique de portée moyenne, soit environ de 800 à 3.000 km.

l'Europe, et instruite selon une seule doctrine : l'offensive en Europe.

(Qu'il y ait eu — ou non — entrevue secrète entre le maréchal-président Brejnev et son ministre de la Défense, le maréchal D.-F. Oustinov, avec le président chinois Hua Kuo-feng assisté de son premier vice-ministre Teng Hsiao-ping, à la frontière sino-soviétique, le 9 avril 1978, ne change rien à la situation militaire).

Enfin, il convient de retenir que si les données chiffrées sont conformes aux états numériques établis par les Américains, il n'en va pas de même pour l'U.R.S.S. qui refuse formellement de fournir une quelconque précision sur son potentiel d'armements dont l'estimation — acceptée par le Kremlin — résulte uniquement des investigations des services spéciaux américains ! Ainsi, l'Accord, la Convention et le Protocole annexe de S.A.L.T.-1, du 26 mai 1972, ne contiennent finalement, pour la partie soviétique, aucune chiffre concret sur la situation réelle en U.R.S.S. !

Paradoxalement, les Accords S.A.L.T.-1 loin de ralentir la course aux armements, l'accélérent au contraire, en transformant finalement la compétition entre techniciens et savants américains et soviétiques en un match dont les conséquences sont plus dangereuses encore. Loin de tendre à diminuer les crédits militaires, l'inexorable progrès technologique conduit, au contraire, à en augmenter le volume :

<i>Dépenses militaires</i> (en milliards de dollars)		
Exercice	U.S.A.	U.R.S.S.
1973 .....	60	80
1976 .....	100	103
1978 .....	110	147

Le surarmement dans lequel les deux signataires de S.A.L.T.-1 se lancent conduit en plein gigantisme. La réalité stratégique fixe ainsi les limites de la « coexistence » : l'accord S.A.L.T.-1 n'est finalement rien d'autre qu'un simple geste politique.

### LA RELANCE DE VLADIVOSTOK

La volonté de puissance du Kremlin conduit l'U.R.S.S. d'abord à égaler les U.S.A. puis à obtenir la suprématie absolue. Brejnev n'en a pas fait mystère puisque, à Karkhov, dans son discours du 14 avril 1970, il lançait au monde cet avertissement : « *A toute tentative faite par qui que ce soit pour obtenir une suprématie militaire sur l'Union soviétique, nous répondrons par une augmentation de notre puissance militaire* », (*Pravda*, 15 avril 1970).

La course, ainsi continuée dans les arsenaux et les laboratoires, contraint les signataires de S.A.L.T.-1, à tenter de la freiner. D'où un nouveau « sommet » à Moscou (27 juin - 3 juillet 1974), à l'issue duquel Brejnev et Nixon — sur qui pèse alors la menace d'une procédure de destitution — décident que la deuxième phase des S.A.L.T. sera close avant la fin de 1974.

Cet accord S.A.L.T.-2 ne sera cependant pas scellé car le président Nixon est contraint d'abandonner le pouvoir. Son successeur, Gerald-R. Ford, moins « engagé », décide de débloquer la négociation au cours d'un bref « sommet » tenu à Vladivostok (23-24 novembre 1974).

La déclaration finale (8) instituant une parité — ou, selon la formule soviétique, une « même sécurité » — entre les deux superpuissances, par la recherche d'une équivalence quantitative des arsenaux nucléaires respectifs, est muette sur le nombre de vecteurs (engins lanceurs) et sur le nombre de « têtes » dont ils peuvent être dotés.

C'est seulement au cours d'une conférence de presse du 2 décembre 1974 que le président Ford annonce que les U.S.A. et l'U.R.S.S. pourront chacun disposer de 2.400 vecteurs — c'est-à-dire bombardiers stratégiques et missiles intercontinentaux à bases terrestres (I.C.B.M.) ou sur sous-marins (S.L.B.M.) — dont 1.320 équipés de « têtes » multiples indépendamment guidées — M.I.R.V. — (9). Voilà donc des plafonds stratégiques à hauteur vertigineuse !

(8) La déclaration finale précise que les deux signataires : « ont réaffirmé leur volonté de conclure un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques offensifs pour une période allant jusqu'à la fin de l'année 1985... » (1) Le nouvel accord comprendra les dispositions appropriées de l'accord provisoire du 26 mai 1972 qui restent en vigueur jusqu'en octobre 1977. (2) Le nouvel accord couvrira la période d'octobre 1977 jusqu'au 31 décembre 1985. (3) Le nouvel accord étant fondé sur le principe de l'égalité et de la même sécurité comprendra les limitations suivantes : Les deux parties auront le droit de disposer d'une certaine quantité globale, établie conjointement, de vecteurs d'armes stratégiques. Les deux parties auront le droit de disposer d'une certaine quantité globale, établie conjointement, de fusées balistiques, équipées d'ogives multiples à tête chercheuse. (4) Le nouvel accord comprendra une disposition concernant les négociations futures qui doivent commencer au plus tard en 1980-1981, sur la limitation ultérieure et l'éventuelle réduction des armements stratégiques pour la période d'après 1985... ».

(9) Le sigle M.I.R.V. est l'abréviation de Multiple Independently-targetable Re-entry Vehicle : Véhicule à rentrées multiples visant des objectifs indépendants ; autrement dit : une fusée à têtes nucléaires multiples (3-5-10) dont chacune est séparément guidée vers un objectif différent. Technique sur laquelle les Américains ont commencé leurs essais en 1968. Les M.I.R.V. ne doivent pas être confondues avec les M.A.R.V. — Manœuvrable Re-entry Vehicle — il s'agit là de têtes nucléaires conçues pour qu'une fois lancées, elles soient capables de manœuvrer afin d'éviter les systèmes ennemis de défense, pour reprendre ensuite la trajectoire initiale programmée.



Ainsi, chacun des deux pays se voit octroyer un même nombre de vecteurs à ogive unique ou à « têtes » multiples. Or, il tombe sous le sens que l'absence de limitations *qualitatives* visant les missiles offensifs, prive de signification les plafonds *quantitatifs* relatifs aux vecteurs ! Voilà donc relancée la course aux armements dans les limites quantitatives fixées d'un commun accord...

A la signature des Accords de Vladivostok, l'inventaire des vecteurs stratégiques américains et soviétiques donne la répartition suivante :

Les promesses de S.A.L.T.-1 se sont évanouies. Si le traité S.A.L.T.-2 est signé par le président Carter, il lui faudra encore le faire ratifier par le Congrès à la majorité des deux-tiers... Or, les élections législatives américaines de novembre prochain risquent fort de modifier la composition des deux Assemblées en amenant à Washington des parlementaires peu enclins à permettre l'extension de la puissance soviétique favorisée par la faiblesse et l'irrésolution du président Carter.

Finalement, S.A.L.T.-2 aura pour résultat de sanctionner la course qualitative aux ar-

Accords de Vladivostok		Vecteurs	Situation réelle à la date des Accords	
U.R.S.S.	U.S.A.		U.R.S.S.	U.S.A.
1.410	1.054	I.C.B.M. (engins sol-sol)	1.575	1.054
950	896	S.L.B.M. (engins mer-sol)	720	656
40	450	Bombardiers stratégiques	140	437
<u>2.400</u>	<u>2.400</u>		<u>2.435</u>	<u>2.147</u>

En bref, pour parvenir au plafond des 2.400 vecteurs, les Soviétiques se trouvent contraints de désarmer 35 unités ! Les Américains, quant à eux, pour atteindre à la parité numérique avec les Soviétiques doivent, en revanche, augmenter leur arsenal de 253 unités !

Les entretiens stratégiques entre Américains et Soviétiques vont se poursuivre, entrecoupés de longs entr'actes durant 1975 et 1976, année qui voit le président Jimmy Carter remplacer à la Maison Blanche, Gerald-R. Ford battu à l'élection présidentielle : la campagne électorale américaine ayant été mise tout de suite à profit par l'U.R.S.S. pour accélérer l'expérimentation de nouvelles armes...

En dépit des entretiens entre le Secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, et le ministre soviétique des Affaires étrangères, A.-A. Gromyko, l'impasse continue de buter sur les nouvelles armes soviétiques et les contre-mesures américaines. Devant l'impossibilité de signer l'Accord S.A.L.T.-2, Américains et Soviétiques ont alors décidé de proroger par tacite reconduction la Convention conclue pour cinq ans avec S.A.L.T.-1 de 1972 (entrés en vigueur le 3 octobre 1972) et expirant officiellement le 3 octobre 1977. En attendant une éventuelle conclusion de S.A.L.T.-2, amorçant S.A.L.T.-3, voilà donc S.A.L.T. reconduit jusqu'en 1982...

mements. Tout espoir d'y voir mettre un terme est désormais perdu. Mais les Accords de Vladivostok auront finalement servi à l'U.R.S.S. de cadre — ou de couverture — pour développer de nouvelles générations d'engins !

#### EN ATTENDANT SALT-2...

En attendant S.A.L.T.-2, l'U.R.S.S. a donné la priorité absolue aux dépenses militaires au point de se trouver ainsi contrainte, après soixante ans de socialisme, et avec une agriculture qui emploie aujourd'hui encore 26 % de la population active (contre 5 % aux U.S.A.), d'avoir recours au blé américain et au beurre occidental pour nourrir ses populations, et de faire financer le développement de son économie civile par l'Occident (en 1978, la dette des pays de l'Est envers l'Ouest est de 40 milliards de dollars dont 14 pour l'U.R.S.S. seule), exactement comme fit la Russie tsariste avec le comte Witte, ministre d'Alexandre III.

Au plan militaire, en dépit des négociations S.A.L.T., l'U.R.S.S. n'est pas restée inactive. Depuis S.A.L.T.-1, les divisions soviétiques ont progressé de 22 % dans les Divisions de fusiliers motorisés (D.F.M.) passant de 11.000 à 14.000 hommes, et de 19 % dans les Divisions blindées (D.B.) aux effectifs aug-



mentant de 9.000 à 11.000 hommes. Le nombre de chars dans la zone couverte par le Pacte de Varsovie — face à l'Europe — ainsi que les éléments d'artillerie ont augmenté de 40 %. Les forces aériennes, de leur côté, se sont accrues numériquement de 13 %... Dans le même temps, la standardisation a été un peu plus poussée encore avec le monopole soviétique dans les postes de direction et de commandement de tous les organes du Pacte. On note même maintenant une intégration croissante d'un certain nombre de fonctions militaires (défense aérienne par exemple) qui contribue à un renforcement considérable du Pacte de Varsovie, transformé en un bloc monolithique en contradiction totale avec les Accords d'Helsinki, tout comme sa doctrine d'emploi est en opposition flagrante avec le principe de non-recours à la force sous aucun prétexte, adopté à Helsinki...

Aujourd'hui, l'U.R.S.S. qui fabrique 125 I.C.B.M. par an, tourne les accords en construisant des armes ambiguës, par exemple le S.S.-16 doté de trois « têtes » nucléaires et d'une portée de 10.000 km — donc I.C.B.M. tombant sous le régime S.A.L.T.-1 —. Déployé comme lanceur mobile terrestre, il échappe à la limitation ! Le S.S.-20 est présenté comme I.R.B.M. ; or, il est propulsé par deux des trois étages du S.S.-16. Ainsi, le S.S.-16 peut être reconverti en I.R.B.M. S.S.-20... Ces armes redoutables déclassent tous les systèmes que l'U.R.S.S. a mis en œuvre en ce domaine. (Pour mémoire, le missile mobile américain M.X. en est toujours au stade des études !).

Au plan aérien, il en va de même avec le « Backfire » — dont les Soviétiques construisent 5 exemplaires tous les deux mois — appareil polyvalent conçu par Tupolev, dont 250 exemplaires voleront en 1980. Les Américains considèrent cet appareil comme un bombardier stratégique, mais les Soviétiques maintiennent qu'il s'agit d'un bombardier tactique à moyen rayon d'action ! Rappelons pour mémoire que le système de défense anti-aérienne des Soviétiques est le plus important du

Vient de paraître :

Jean-Pierre BRULE

**Demain... l'armée soviétique**

1 vol. 304 p. 59 F.

Editions Copernic  
13, rue Charles-Lecoq  
75015 PARIS.

monde : servi par 550.000 hommes, il comprend aujourd'hui plus de 12.000 missiles sol-air répartis sur 1.000 bases et 2.600 avions. Depuis juillet 1977, des tours de plus de 100 m., surmontées de radars apparaissent le long des frontières occidentales de l'U.R.S.S. afin de détecter tout avion volant à faible altitude.

Dans le domaine maritime, l'U.R.S.S. s'est dotée d'une colossale puissance navale : 300 sous-marins, plus de 1.000 bâtiments de combat... Là encore, il s'agit pour l'U.R.S.S. de couper aux Occidentaux la route du pétrole et l'accès aux matières premières de l'outre-mer. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la première puissance continentale à son apogée, est aussi la deuxième puissance maritime du monde ; et elle accèdera à la première place en 1983-1985 ! Déjà les Soviétiques sont en train de déployer une nouvelle génération de sous-marins « Typhon ». D'autre part, le missile naval soviétique S.S.N.-8 qui, le 20 mars 1977, a parcouru la distance-record de 10.200 km, a ainsi une portée double des plus puissants missiles navals américains lancés à partir de sous-marins : le « Poséidon » a 4.500 km de portée et le « Perseus », en cours de mise au point : 7.200 km.

Cet effort extraordinaire, et tous azimuts, dans lequel se sont lancés les Soviétiques justifie cette inquiétante remarque du général Keegan, ancien chef du service de renseignements de l'U.S. Air Force : « *Les Soviétiques mettent au point des armes nouvelles qui risquent, dans la prochaine décennie, de neutraliser totalement nos missiles balistiques et nos sous-marins* »...

Le processus action/réaction — fondement de la course aux armements — conduit l'U.R.S.S. à entamer sans cesse de nouveaux programmes d'armes, sous camouflage d'engins ambigus et polyvalents, afin de proposer un jour de les arrêter, en échange de substantielles contreparties de l'adversaire ! Telle est la version soviétique du « désarmer sans désarmer »...

Jamais les Soviétiques n'accepteront la moindre concession susceptible d'affecter la finalité de leur politique extérieure qui est la destruction du monde capitaliste.

Aussi, toute la question est-elle de savoir si les Occidentaux vont continuer longtemps de chercher à « apaiser » l'U.R.S.S..... comme Chamberlain et Daladier ont, hier, tenté d'« apaiser » Hitler, avec les résultats que l'on a connus !

Le problème de fond a, depuis le premier jour, été défini par Lénine dans sa formule célèbre : *Ou eux ou nous.*

JEAN-PIERRE BRULE.

# L'espionnage soviétique au Canada

Il y a quelques mois, la découverte d'un réseau d'espionnage soviétique au Canada, a ému l'opinion publique. Onze ressortissants soviétiques ont été expulsés et deux se sont vu refuser leur visa d'entrée.

Les débats et interpellations au Parlement fédéral furent nombreux de même que les articles dans la presse, en revanche il n'y eut que peu de réaction du côté soviétique.

La position géographique du Canada, son développement économique, le haut niveau de sa technologie, les liens étroits entre Ottawa et les gouvernements américain et britannique expliquent l'intérêt que les services soviétiques portent à ce pays depuis des décennies. A l'origine, les agents que opéraient pour le compte de l'Internationale communiste s'efforçaient de tenir le P.C. canadien sous la tutelle du Komintern. Ils essayaient aussi d'influencer les organisations culturelles et sociales qui collaboraient étroitement avec le P.C. dans les communautés composées d'immigrants de l'Europe orientale, notamment de l'ex-empire des Tsars.

D'autres agents se chargeaient du service des courriers secrets qui allaient et revenaient des Etats-Unis, via Montréal. Ce port était célèbre dans les années 1920-1930 pour son absence de contrôle en ce qui concernait les voyageurs en provenance d'Europe. A ce travail il faut ajouter la quête assidue pour obtenir les passeports canadiens dont plus d'un agent soviétique (y compris l'assassin de Trotsky) était muni pour faciliter son travail.

L'étendue de ce travail souterrain ne fut appréciée qu'après les révélations d'Igor Gouzenko, un jeune lieutenant chargé du chiffre auprès de l'attaché militaire soviétique à Ottawa, qui quitta l'ambassade soviétique le 5 septembre 1945. Curieusement les autorités canadiennes ne lui ménagèrent pas l'accueil auquel il aurait pu s'attendre. Craignant une provocation et des ennuis diplomatiques avec l'U.R.S.S., elles hésitèrent jusqu'à ce que la police canadienne se rende compte enfin des efforts acharnés des militaires et diplomates soviétiques pour découvrir où Gouzenko se cachait. Le désir des Soviétiques de récupérer Gouzenko était bien compréhensible : en fuyant il avait emporté une grande quantité de documents parmi lesquels de nombreuses dépêches échangées entre l'ambassade et Moscou. Ces documents montraient sans équivoque que l'Union soviétique s'était engagée dans une vaste opération d'espionnage dans un pays allié, qu'elle s'intéressait à un grand nombre de sujets militaires, politiques, in-

dustriels et scientifiques et qu'elle avait réussi à s'infiltrer dans de nombreuses institutions clefs de ce pays. Ce travail de sape avait été accompli grâce à l'aide de plusieurs douzaines de ressortissants canadiens dont les origines ethniques, le niveau de vie et la profession étaient très divers.

Les faits établis par une commission gouvernementale canadienne étaient si accablants que le gouvernement soviétique dut reconnaître une partie de l'accusation tout en prétendant que c'était des citoyens canadiens qui avaient spontanément offert des renseignements à l'attaché militaire soviétique d'Ottawa et que d'ailleurs, celui-ci avait été rappelé à Moscou.

Deux des principaux complices de l'attaché soviétique étaient Fred Rose, ex-secrétaire de la jeunesse communiste au Canada et le seul député communiste au Parlement fédéral, et Sam Carr, ancien élève de la prestigieuse Ecole Lénine, à Moscou, secrétaire pour l'organisation depuis des années, et numéro deux dans la hiérarchie du P.C. canadien. Il ne fut jugé qu'en 1949, ayant réussi à s'enfuir au commencement de 1946. Découvert par la police américaine à New-York, il fut extradé à la demande du Canada et condamné à six ans de prison pour avoir tenté d'obtenir illégalement un passeport américain pour un important agent soviétique en Californie.

L'émoi causé par cette affaire fut très grand en Amérique du Nord où les sentiments pro-soviétiques avaient été très forts pendant la Seconde Guerre Mondiale. Les révélations contribuèrent à l'évolution de l'opinion publique à l'égard de l'U.R.S.S. et facilitèrent la tâche des anti-communistes qui maintenaient que le P.C. n'était que l'agent d'une puissance étrangère, et qu'il était engagé dans de sordides opérations d'espionnage pour lesquelles ses chefs étaient payés par Moscou (Gouzenko avait emporté la fiche de Sam Carr, sur laquelle figurait cette remarque en russe : « assuré matériellement, mais accepte de l'argent. Parfois il est nécessaire de l'aider »).

Dans les vingt années qui suivirent, on parla peu d'espionnage soviétique au Canada. De temps en temps le ministère des Affaires étrangères canadien demandait le départ d'un diplomate ou d'un journaliste soviétique ou est-européen. Quelques citoyens canadiens furent condamnés à la prison parce qu'ils avaient transmis des secrets à l'Union soviétique, mais il ne s'agissait que de cas peu importants.

Ce ne fut qu'en 1966 que la presse et la

radio canadiennes firent une grande publicité à une nouvelle affaire d'espionnage. Postier, ex-membre du P.C. canadien et membre de l'Amicale Canada - U.R.S.S., G.V. Spencer confessa à la police qu'il avait voulu visiter l'Union soviétique à une époque où de tels voyages étaient très rares. Pour obtenir plus vite son visa, il s'adressa à l'ambassade soviétique d'Ottawa qui exploita son zèle et ses connaissances. On lui paya ses frais de voyage dans le pays pour obtenir différents renseignements. Tout d'abord, il dut prendre des photos d'une raffinerie de pétrole et d'un important oléoduc. Ensuite, on lui demanda de se procurer des informations sur les communautés est-européennes et chinoises en Colombie britannique, ainsi que sur les ex-soldats de l'Armée rouge qui avaient été libérés pendant la guerre par les forces alliées de l'Ouest et qui, préférant de ne pas retourner en Union soviétique, s'étaient installés au Canada.

La troisième mission que Spencer dut accomplir était la plus difficile. Pour faciliter le passage des agents soviétiques du Canada aux Etats-Unis, il devait réunir une masse de données qui permettrait aux services soviétiques d'établir des biographies vraisemblables pour leurs agents qui pourraient ensuite se faire passer pour d'authentiques citoyens canadiens. De telles « biographies » devaient naturellement contenir des précisions convaincantes sur les années que l'agent avait passées à l'école. C'est ainsi que Spencer dut rechercher quelles étaient les écoles qui n'existaient plus dans la région de Vancouver : ses employeurs pensaient que les dossiers des écoles démolies ou fermées auraient été détruits en même temps que les bâtiments. Pour fabriquer de fausses identités, on lui demanda aussi de fournir des données biographiques qu'il cherchait sur les tombes des cimetières. Ce travail un peu macabre n'échappa point à l'œil attentif des agents du contre-espionnage canadien qui étaient aux trousses de Spencer.

L'épisode Spencer était presque complètement oublié lorsque, au début de février 1978, le ministre des Affaires étrangères canadien annonça au Parlement que son gouvernement avait demandé le départ immédiat de onze citoyens soviétiques et le non-retour de deux autres. Parmi eux figuraient un conseiller de l'ambassade, le secrétaire de l'ambassade responsable pour le sport et les relations culturelles entre le Canada et l'U.R.S.S., la bibliothécaire, un membre de la mission commerciale soviétique à Ottawa et un ressortissant soviétique qui travaillait au secrétariat de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile à Montréal. Pour justifier ce si grand nombre d'expulsions, le Ministre révéla que ce réseau d'agents avait tenté de corrompre un haut fonctionnaire de la police fédérale. Sept rencontres avaient eu lieu en

1977 et une somme de \$ 30.500 avait changé de main. Cette somme était destinée à payer des informateurs qui pourraient apporter des renseignements sur les méthodes employées par les Canadiens pour dévoiler les activités des espions soviétiques.

Les chefs de tous les partis représentés au Parlement fédéral félicitèrent la police pour son travail et appuyèrent la décision du gouvernement d'expulser ces citoyens soviétiques. Le chef du Parti socialiste démocrate (N.D.P.) alla même plus loin : il demanda s'il ne fallait pas, au moins pour quelques temps, rappler l'ambassadeur canadien à Moscou.

L'expulsion des diplomates soviétiques ne mit pas fin à cet épisode. Depuis quelques temps, deux députés de l'Opposition officielle au Parlement fédéral avaient fait des interpellations dans lesquelles ils avaient accusé un certain nombre de diplomates soviétiques d'être des agents du K.G.B. ou du G.R.U. Pour étayer leurs accusations, ils avaient apporté des détails très précis qu'ils n'avaient pu obtenir que grâce à des complicités dans l'administration et la police fédérale. Pour mettre fin à ces « fuites » le gouvernement demanda qu'il ne soit pas fait mention d'un assez long document préparé par la police au sujet de l'espionnage soviétique. Le député Tom Cossitt s'y opposa en dépit des pressions exercées sur lui. Son immunité parlementaire le protégea des poursuites.

Le rédacteur en chef d'un quotidien très populaire (*Toronto Sun*) ne fut pas aussi chanceux. Ancien combattant de la Corée et ex-correspondant à Moscou, Peter Worthington est l'un des meilleurs spécialistes du communisme parmi les journalistes canadiens. Le 7 mars 1978, il publia un article où il reprenait à peu près ce qui avait été déjà dit au Parlement. Il fut inculpé. Pour sa défense il plaida que le document en question n'était vraiment pas un document secret puisque cinquante-quatre exemplaires avaient été tirés pour usage interne et qu'en tout cas le gouvernement ferait mieux d'informer les Canadiens « des dangers et risques » que courraient ceux qui avaient affaire aux représentants de l'U.R.S.S.

Le document cité par Worthington avait pour titre « *Les activités du service de renseignement russe relatifs au Canada* ». Il portait la date du 24 mars 1976 et avait été préparé par la police fédérale. Worthington en tira un certain nombre d'exemplaires du travail réalisé par les Soviétiques pour recruter des informateurs parmi les citoyens canadiens :

En été 1974, deux agents du K.G.B., Vladimir Vetrov et Anatoly Davidenko, attachés à l'ambassade soviétique d'Ottawa, avaient

offert à un Canadien \$ 100 pour tout document de travail d'une importante firme américaine qu'il pourrait leur procurer ainsi que pour les publications de l'Atomic Energy of Canada.

Un homme d'affaires de Montréal qui avait la concession de vente des avions YAK-40 au Canada, se vit offrir une commission de \$ 50.000 pour acheter discrètement un hélicoptère Hughes 50. Il devait le revendre à l'U.R.S.S. Des offres semblables furent faites pour obtenir des renseignements sur un nouveau système de radar, des turbo-machines et un système d'engin-cible développés par des grandes compagnies américaines et canadiennes comme Marconi, Hughes, Motorola, United Aircraft, etc.

Alexander Kovalev, officier du service de renseignements militaire (G.R.U.), fut expulsé du Canada parce qu'il avait essayé de se faire passer pour un étudiant diplômé de l'Université d'Ottawa où il voulait obtenir des rapports techniques.

L'attaché militaire Yevgeny Smirnov avait persuadé un universitaire canadien de lui transmettre tous les rapports scientifiques présentés à des conférences académiques, y compris ceux qui étaient confidentiels.

L'agent du G.R.U., Dmitri Ivanov, avait offert de financer le voyage en Russie d'un chercheur du ministère de l'Agriculture en échange d'informations sur la culture d'une nouvelle variété de froment.

Un savant canadien qui se rendait en Russie sur l'invitation de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., fut séduit par son guide de l'Intourist, Galina Noussinova, dont le mari était officier du K.G.B. De retour au Canada, ce savant rencontra Youri Ousali, autre agent du K.G.B., qui le persuada de faire passer un laser par contrebande. Le savant s'exécuta, et déclara ultérieurement, pour expliquer son acte, qu'il avait voulu renforcer les liens entre le Canada et l'U.R.S.S.!

Le correspondant de la *Pravda*, Konstantin Geivandov, fut expulsé pour avoir persuadé un journaliste canadien de défendre le point de vue soviétique dans ses articles. Alexander Palladin, correspondant de l'agence soviétique *Novosti*, cultiva des relations avec deux secrétaires d'un membre du gouvernement fédéral qui avait accès à de nombreux renseignements confidentiels.

Deux agents soviétiques, Vadim Borichpoletz et sa femme Natalia, avaient essayé d'obtenir des fausses pièces d'identité canadiennes pour des espions soviétiques opérant dans d'autres pays.

Un sous-officier en service à l'ambassade canadienne à Moscou avait coopéré avec les

services soviétiques pour installer des microphones électroniques « dans toute l'ambassade ». A un autre sous-officier, les Soviétiques avaient offert des femmes et de l'argent s'il voulait travailler pour le K.G.B.

Sachant que les relations entre les deux pays seraient détériorées si les Canadiens découvraient l'importance de l'espionnage soviétique, l'U.R.S.S. d'après le document cité, avait fait effectuer une bonne partie de ce travail subversif par ses alliés du Pacte de Varsovie. (En 1975, ce fut aux services secrets cubains qu'on attribua la responsabilité de toutes les « activités révolutionnaires » dans le Nouveau Monde).

\*\*\*

Ces révélations récentes sur l'activité des espions soviétiques au Canada confirment trois choses.

En premier lieu : que les services de renseignements soviétiques travaillent sans relâche quels que soient les dirigeants au pouvoir à Moscou et quelque soit la politique que l'U.R.S.S. mène ;

Deuxièmement, qu'une grande partie des ressortissants soviétiques stationnés à l'étranger sont des espions ;

Enfin, que l'expulsion de diplomates soviétiques n'incite pas nécessairement l'U.R.S.S. à rompre les relations avec un pays non-communiste, car le Kremlin n'est guère enclin à manifester son mécontentement de manière trop ostentatoire si quelques-uns de ses ressortissants sont compromis dans une vilaine affaire. La preuve en est que pas un seul diplomate canadien ne fut expulsé de Moscou à titre de représailles et l'U.R.S.S. continue d'acheter d'importantes quantités de blé au Canada.

John PETERS.

### EST & OUEST

**Abonnement annuel — France : 115 F.**

**Marché Commun : 152 F.**

**Etranger : 180 F.**

**Supplément avion : + 30 F.**

est édité par

**Le Centre d'Archives et de Documentation**

**86, boulevard Haussmann - Paris 8°**

**C.C.P. PARIS 8477-17**

# L'extrême gauche en Grèce

## I. - La 3<sup>e</sup> Conférence de l'E. D. A.

LA 3<sup>e</sup> Conférence du Parti de l'E.D.A. (Gauche démocratique unifiée) a été convoquée au début d'avril. Deux cent trente-quatre délégués y participèrent, sur lesquels 88 prirent la parole ; cent délégués refusèrent d'être candidats pour le Comité central, dont 27 anciens membres de ce même C.C.

La Conférence a élu un Comité central de 50 membres, un Comité exécutif de 11 membres, dont I. Iliou qui fut réélu président (Iliou est le seul député de l'E.D.A. au Parlement).

La Conférence s'est prononcée pour la création d'un Parti unifié de la gauche et a précisé que le nouveau C.C. « prendrait toutes les initiatives nécessaires pour un dialogue avec les autres partis de la gauche qui ont essentiellement les mêmes objectifs, à savoir avancer progressivement vers l'unification jusqu'à la formation d'un Parti uni ». Cette proposition vise le Parti communiste de l'intérieur ainsi que certains petits groupes de la gauche non-communiste, comme les intellectuels qui ont quitté le Pasok (le Parti marxiste de Papanréou).

La Conférence a également décidé que le prochain Congrès du Parti aurait lieu au printemps 1979, qu'il « entamerait » un processus pour compléter la formation idéologique, politique et fonctionnelle du parti, enfin, qu'il organiserait « la coopération avec toutes les forces de la gauche : les partis démocratiques », et « toutes les forces politiques qui veulent cette coopération sur les grands problèmes nationaux et pour faire face aux menaces contre la démocratie ».

Il est à noter que plusieurs noms très connus de l'histoire de l'E.D.A. ont disparu de la liste des membres du nouveau C.C., comme par exemple St. Iliopoulos, A. Lendaxis, M. Theodorakis, ainsi que Th. Katrianos qui refusa son élection et démissionna du Comité.

★★

L'E.D.A. est née de la défaite des communistes en 1949, après une guerre de guérillas que le P.C. avait déclenchée et dont il sortit totalement défait au bout de trois ans et demi. Ce qui restait de « l'Armée démocratique » (les communistes) et la direction du P.C. allèrent chercher refuge dans les pays de l'Est. Ceux des communistes qui, pour diverses raisons, n'avaient pas participé à la guerre et restèrent en Grèce, se trouvèrent alors sans parti et sans direction. Avec leurs compagnons de route, ils formèrent un nouveau parti, l'E.D.A., qui participa aux élections de 1951.

L'E.D.A. était contrôlée par les communistes, mais n'était pas véritablement un P.C. On trouvait un peu de tout dans ses rangs : des communistes, des sympathisants, des compagnons de route, des politiciens bourgeois opportunistes en quête d'un siège parlementaire ou d'une mairie qu'ils espéraient décrocher avec le soutien des voix communistes. La direction du parti était composée dans sa majorité par des communistes, mais de « deuxième rang » : les « vrais », ceux qui avaient lutté les armes à la main, vivaient maintenant dans les pays de l'Est d'où ils essayaient de maintenir le contrôle et la direction de l'E.D.A. Certains cadres et chef de l'E.D.A. ne purent s'empêcher d'offrir parfois une certaine résistance à ces pressions, et c'est ainsi que la controverse commença.

Le « camouflage » de l'E.D.A. constituait à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, quand, en 1958, lors des élections, elle recueillit 24,4 % des suffrages exprimés et devint ainsi le deuxième Parti du pays avec 81 députés au Parlement sur 300. Sa faiblesse, lors des élections de 1961 et de 1963, et surtout, quand elle se montra impuissante à opposer la moindre résistance au coup d'Etat du 21 avril 1967.

Après la chute du régime militaire, en 1974, le communisme redevint légal : c'était la première fois depuis 1947. Les cadres et les chefs du P.C., qui vivaient en U.R.S.S. ou dans d'autres pays de l'Est, rentrèrent en Grèce, et avec leurs partisans dans le pays, rétablirent le P.C. orthodoxe, dogmatique et prosoviétique. Les communistes qui avaient milité dans l'E.D.A. et, d'une façon générale, ceux qui tendaient vers « l'eurocommunisme » formèrent leur propre P.C., dit « de l'intérieur ». Ainsi, l'E.D.A. resta un parti composé de compagnons de route et de socialistes, puisque les opportunistes l'abandonnèrent. Aux élections de 1974, l'E.D.A. forma, avec les deux P.C., une « Alliance de Gauche » qui obtint 9,3 % des voix. Aux élections de 1977, le P.C. (dit de l'extérieur) se présenta seul et bénéficia du même pourcentage de voix tandis que l'E.D.A. avec le P.C. de l'intérieur et différents autres groupes, reformait une « Alliance » qui n'obtint que 2,7 % des voix. Il semble bien que la quasi-totalité de ces suffrages aient été recueillis par le P.C. de l'intérieur.

★★

L'E.D.A. qui, en 1958, était le deuxième parti du pays ne représente aujourd'hui plus

rien, ou presque. Elle n'est plus qu'un petit groupe d'intellectuels et de politiciens pro-communistes, mais non réellement communistes ; promarxistes, mais non vraiment marxistes ; prosoviétiques, mais avec des vellétés d'indépendance ; anti-occidentaux, mais légèrement « démocrates », avec une idéologie peu claire et un programme qui fait penser à un pot-pourri.

Alors, pourquoi l'E.D.A. persiste-t-elle dans son existence ? On peut répondre que ceux qui la composent estiment que la totalité des communistes et autres membres de la gauche grecque n'est pas véritablement représentée par les deux P.C., ni par le troisième parti marxiste, celui de Papandréou. Ils pensent que ces citoyens ne sont pas satisfaits et recherchent « quelque chose de nouveau », et que l'E.D.A., seule, peut leur offrir cette « expression nouvelle ». C'est pour cela que l'E.D.A. s'efforce de se constituer en parti indépendant du P.C. de l'intérieur. Après les élections de 1974, sous l'influence de Iliou, de Glezos et de certains autres leaders de l'E.D.A., certaines organisations de base furent formées, séparément de celles du P.C. En 1975, Théodorakis condamna les deux P.C. et invita les partisans de la gauche à rejoindre les rangs de l'E.D.A. Les deux P.C. combattirent cette tendance : le P.C. de l'extérieur de façon ouverte et sans ménagements ; le P.C. de l'intérieur en s'efforçant de conserver un certain contrôle de l'E.D.A. et en

luttant contre toute velléité d'indépendance de sa part.

Ceux qui rêvent de l'E.D.A. comme d'un parti indépendant s'imaginent qu'elle peut renouveler la gauche traditionnelle, mais c'est sans compter avec l'influence du P.C. de l'intérieur et l'opposition du P.C. de l'extérieur : des luttes internes seront inévitables. Le P.C. de l'extérieur a entamé le combat contre l'E.D.A. en noyant les intellectuels et les artistes ; le P.C. de l'intérieur en essayant de bloquer toute tentative de l'E.D.A. pour communiquer avec l'opinion publique : le propre journal de l'E.D.A. « Argi », passé maintenant sous le contrôle du P.C. de l'intérieur, ne publie plus les informations concernant l'E.D.A. qu'après une censure préalable.

Ainsi, la 3<sup>e</sup> Conférence de l'E.D.A., qui devait couronner la campagne pour la renaissance du parti, renouveler, nationaliser et démocratiser le mouvement de la gauche en Grèce, n'a couronné que l'échec de cette tentative. C'est sans aucun doute pour cette raison que 100 délégués ont refusé d'être candidats pour l'élection du Comité central ; pour cette raison aussi que St. Iliopoulos et M. Glezos, farouches partisans de l'indépendance de l'E.D.A., ne font pas partie non plus du nouveau C.C. et pour cette même raison encore que Théodorakis, abandonnant le bateau qui fait naufrage, a invité tous les partisans de la gauche en Grèce à rejoindre les rangs du P.C. de l'extérieur.

## II. - Les Congrès des deux partis communistes grecs

LE 16 avril a commencé le Congrès du P.C. grec (dit de l'intérieur), auquel trois jours durant participèrent quelque 400 délégués.

B. Drakopoulos, secrétaire général du parti, présenta son rapport précisant que l'objectif du P.C. était la formation « d'un gouvernement de collaboration démocratique » et que toute l'activité du parti devait tendre vers ce but. Le Congrès accepta ce rapport, rejeta les avis émis par divers opposants à la ligne officielle — qui ne furent pas réélus au C.C., — condamna les dirigeants de la Jeunesse du parti qui s'étaient rebellés contre la direction et la ligne officielle, renouvela ses déclarations de foi en une « Alliance » avec l'E.D.A., et les différents groupes « socialistes » et, enfin, exposa, une fois de plus, ses thèses « eurocommunistes ». Des représentants des P.C. d'Italie, d'Espagne, de Roumanie, de Corée et de Yougoslavie étaient venus saluer le Congrès.

Le P.C. de l'intérieur existe depuis 1968. C'est à cette époque que plusieurs militants communistes qui, depuis la défaite du P.C. dans sa tentative de prendre le pouvoir par les armes en 1949, « travaillaient » dans l'intérieur du pays — en principe, dans les rangs du parti

légal de l'E.D.A. — se révoltèrent contre leurs camarades qui, ayant quitté le pays depuis quelque vingt ans, prétendaient toujours contrôler et diriger le mouvement communiste grec. Ces « révoltés » condamnèrent alors l'invasion russe en Tchécoslovaquie et commencèrent à former leurs organisations séparées. En 1974, le communisme redevint légal dans le pays et il exista alors deux P.C. L'un, « orthodoxe », fut appelé par les autres « le P.C. de l'extérieur », l'autre, « eurocommuniste » devint connu comme le « P.C. de l'intérieur ». Ce dernier tint son premier Congrès en juin 1976.

★★

Le 10<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'extérieur a eu lieu du 15 au 20 mai 1978. (Cf. en encadré la liste des congrès précédents).

Quarante-six délégués représentant des partis communistes du monde entier participèrent au 10<sup>e</sup> Congrès. Deux hommes furent les véritables « vedettes » du Congrès : Florakis, le secrétaire général du Parti et Grigoris Farakos, le « deuxième » homme du P.C., considéré comme un « dur ».

### CONGRÈS DU P.C. GREC DE 1918 A 1978

- 1918 : Premier Congrès, au Pirée ; formation du Parti Socialiste Ouvrier (S.E.K.E.).
- 1920 : 2<sup>e</sup> Congrès, à Athènes, qui décide l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale.
- 1927 : 3<sup>e</sup> Congrès, à Athènes, qui institue son Bureau politique. (En 1924 avait eu lieu un Congrès extraordinaire, qui avait décidé de changer la dénomination S.E.K.E. en « Parti communiste de la Grèce »).
- 1928 : 4<sup>e</sup> Congrès, à Athènes, qui épure le Parti de ses éléments « conservateurs ».
- 1934 : 5<sup>e</sup> Congrès, à Athènes. (Entre temps, le Comintern avait destitué la direction du Parti et nommé un nouveau chef, N. Zachariadès).
- 1935 : 6<sup>e</sup> Congrès, à Athènes : application à la Grèce de la tactique de « front populaire » élaborée par le VII<sup>e</sup> Congrès du Comintern.
- 1945 : 7<sup>e</sup> Congrès, à Athènes : élaboration de la tactique qui aboutira à la guerre de 1946-1949.
- 1961 : 8<sup>e</sup> Congrès, dans les pays de l'Est. (Entre temps, Moscou a liquidé Zachariadès et ses collaborateurs — en 1956 — et nommé K. Koliyannis, chef du Parti). Celui-ci ratifie les changements survenus depuis 1956.
- 1973 : 9<sup>e</sup> Congrès, en Allemagne de l'Est. (Entre temps, en 1968, le Parti s'est divisé en deux fractions. Moscou a destitué Koliyannis en 1972 et a nommé à sa place H. Florakis, comme nouveau chef du parti).

Le 10<sup>e</sup> Congrès n'a apporté aucun changement spectaculaire à la ligne du parti ni à sa direction. Sa tâche principale était d'expliquer ce que serait la « voie (du parti) vers le socialisme ». Selon le rapport présenté par Florakis et la résolution adoptée à la fin du Congrès, le chemin vers le communisme passera par trois étapes : la démocratie du peuple, la dictature du prolétariat et enfin, l'Etat populaire du communisme. Ce qui importe pour le moment, c'est la première étape. La « démocratie du peuple sera », selon le P.C., « l'œuvre de l'alliance des forces anti-impérialistes, anti-monopolistes, ayant comme avant-garde la classe ouvrière ; elle sera l'œuvre de notre Parti et de tous les partis et organisations qui acceptent l'essentiel du programme de la démocratie du peuple ».

Ainsi, le P.C. (de l'extérieur) propose une alliance à tous les partis de la Gauche : en premier lieu, au Pasok, ensuite, aux différents groupes « socialistes », à l'E.D.A., et, même, au

P.C. de l'intérieur. Mais, pour ce dernier, il pose une condition : qu'il renonce à la dénomination de P.C.

Florakis a souligné que le « front » se réalisera soit avec ces partis, soit avec des groupes qui sortiront de ces partis, soit encore « avec de nouvelles formations politiques possibles ». Cela signifie que le P.C. de l'extérieur menace les autres partis de la Gauche de les diviser de l'intérieur et de provoquer la création de « nouvelles formations politiques » si ces partis n'acceptent pas ses propositions pour constituer un « front pour la démocratie du peuple ». Cette menace semble surtout viser le Pasok, le parti « marxiste » de Papandréou, qui compte dans ses rangs de nombreux éléments communistes.

\*  
\*\*

Mais, qu'est-ce que « la démocratie du peuple » ? Selon le P.C. il s'agit d'un « changement révolutionnaire » qui sera le résultat d'un processus pacifique ou non-pacifique. En effet, le P.C. déclare ouvertement qu'il « n'exclut pas la voie non-pacifique », c'est-à-dire la prise du pouvoir par les armes. On peut lire dans la Résolution du Congrès que, « sans nous laisser influencer par les cris de la classe dirigeante, nous disons aux travailleurs qu'ils doivent être idéologiquement et politiquement prêts pour le cas où l'oligarchie des monopoles et l'impérialisme l'oblige (raient) à suivre la voie non-pacifique ». Et, pour être plus clair, le Congrès a condamné le P.C. de l'intérieur parce qu'il « rejette toute possibilité de recours à la voie armée et qu'il soutient de façon absolue la voie pacifique ».

La « démocratie du peuple » apportera tous les changements nécessaires pour ouvrir la voie au socialisme, laquelle, selon le rapport de Farakos n'est que le régime de la « dictature du prolétariat ». Il a ajouté qu'il y a déjà eu beaucoup de discussions à ce sujet, « mais quel que soit le nom qu'on donnera au pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière, puisqu'on ne change rien dans son caractère essentiel — et il ne faut rien changer, — la classe bourgeoise ne diminuera pas sa lutte contre nous » et, pour cette raison, la dictature du Parti sera nécessaire. Cette dictature conduira à l'élimination totale de la classe bourgeoise et c'est alors que, cette classe ayant cessé d'exister, l'état de dictature deviendra superflu. « La dictature du prolétariat évoluera et se transformera alors en Etat populaire ».

Selon Florakis, ce projet reflète « l'expérience internationale dans la réalité grecque ». Le Congrès a pris position contre l'eurocommunisme en déclarant qu'il rejette sa théorie, et Farakos s'est déclaré persuadé que le P.C. triompherait dans sa lutte contre les « révision-



nistes du P.C. de l'intérieur, qui se présentent comme des « régénérateurs » du mouvement communiste.

Le Congrès a également souligné la « nécessité urgente » d'ouvrir ses rangs aux masses pour rajeunir et massifier le Parti.

### III.2 - L'A.K.E.L, parti communiste de Chypre

**A**U cours du mois de mai 1978, quatre P.C. de l'Europe capitaliste ont réuni leur congrès : ceux de la Grèce, de la Suisse, de la Finlande et de Chypre. Paradoxalement, c'est l'Etat le plus petit, Chypre, qui a le Parti communiste le plus fort électoralement et politiquement le plus fidèle à Moscou. En pourcentage électoral, le P.C. chypriote est le seul à dépasser constamment la barre de 30 % des suffrages exprimés (ce qui n'est pas le cas, même pour le P.C. italien qui n'a qu'une seule fois dépassé ce pourcentage). Quant à l'alignement sur Moscou, le P.C. chypriote bat de loin trois autres « partis-frères ». En Grèce, les éléments communistes libéraux, qui refusaient d'être inconditionnellement pro-soviétiques, ont fondé un P.C., dit « de l'intérieur », dès 1968 ! En Finlande, les éléments libéraux et stalinien cohabitent dans un même parti ; en Suisse, des retombées de l'influence « eurocommuniste » se font de temps en temps sentir. Rien de tout cela dans le P.C. chypriote.

#### LA FORCE POLITIQUE DU P.C. CHYPRIOTE

Fondé en 1926 alors que Chypre était encore sous mandat britannique, ce parti fut mis hors-la-loi en 1933 pour réapparaître en avril 1941 — mois de l'agression allemande contre la Grèce —, mais sous une autre appellation. A partir de 1941, année qui vit un tournant s'effectuer dans l'Internationale communiste, la ligne défaitiste étant remplacée par le Front national (à la suite de l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S.), la directive de Moscou interdit de donner le qualificatif « communiste » aux « partis frères » qui naissaient à cette époque. C'est ainsi que le P.C. albanais prit le nom du Parti du Travail ; le P.C. suisse également ; le P.C. d'Iran, « Parti des masses » (Tudeh), et, à Chypre, la dénomination adoptée fut celle de « Parti progressiste du peuple travailleur de Chypre » (A.K.E.L.).

Sur cette île qui compte à l'heure actuelle environ 647.000 habitants, dont 80 % de Grecs et 20 % de Turcs, l'A.K.E.L. recrute pratiquement ses membres (environ 11.000) et son électorat auprès de la population grecque. Dans la compétition électorale, il se distingue depuis fort longtemps par deux traits spécifiques : l'application de la tactique du Front national et cette forte implantation dans l'électorat grec.

Enfin, la direction du Parti — réélue — a déclaré qu'elle assumerait la tâche d'application de la directive du « front uni » aux élections municipales qui auront lieu en octobre prochain.

G. G.

La tactique du Front national fait que trois partis politiques se sont coalisés : l'A.K.E.L., le Parti socialiste (E.D.E.K.) et le Front démocratique (D.F.). Mais au lieu de rivaliser au moment des élections, comme le font les alliés dans les coalitions de gauche en France et ailleurs, ces trois formations se partagent les candidatures dès le premier tour, ainsi que le faisaient les communistes et leurs alliés au début de la soviétisation en Europe orientale et centrale. Dans chaque circonscription, le Front national ne présente qu'un seul candidat, et les électeurs des trois formations sont invités à voter pour lui. C'est une variante du « pluralisme » qui n'est qu'une préfiguration du système de démocratie populaire.

Aux avant-dernières élections, qui eurent lieu en juillet 1970 — donc avant l'intervention turque à Chypre —, le P.C. chypriote se vit attribuer seulement 9 circonscriptions sur les 35 que compte l'île. Les neuf candidats du parti furent élus : si chaque parti de la coalition tripartite avait présenté séparément ses candidats, sans aucun doute le P.C. serait sorti de la compétition comme le premier parti de Chypre. Même avec ce système du vote bloqué et de la répartition préalable des circonscriptions, le pourcentage électoral donnait environ 39 % des suffrages exprimés au Parti chypriote.

Le 5 septembre 1976 eurent lieu de nouvelles élections parlementaires, mais cette fois — à la suite de l'occupation turque — uniquement sur le territoire non-occupé, donc peuplé essentiellement par une population grecque. Il y eut 273.516 électeurs inscrits et 234.196 suffrages exprimés, l'abstention étant de 14,8 %. Il y avait de nouveau 35 sièges à pourvoir, et le Front national répartit une fois de plus les circonscriptions entre les trois formations. Le P.C. se présenta dans neuf anciennes circonscriptions et les gagna toutes ; l'E.D.E.K. dans six, mais n'en gagna que quatre ; et le D.F. dans 21 qu'il gagna. Un siège revint aux Indépendants. Le pourcentage approximatif des voix communistes se situait entre 30 et 35 % ; celui du Front démocratique (D.F.) également, et celui des socialistes (E.D.E.K.) variait entre 5 et 10 % des suffrages exprimés.

Cette force électorale de l'A.K.E.L. exige d'être majorée d'un côté et minorée de l'autre. L'A.K.E.L. est plus fort au sein du Front national que ses 9 sièges et les quelque 35 % des

suffrages exprimés ne le laisseraient supposer du fait que l'un des deux autres partenaires, le Parti socialiste (E.D.E.K.), est très proche du marxisme-léninisme. Le chef de ce parti, le Dr Vassos Lyssarides lui-même, définit la position de son parti dans une interview à Radio-Belgrade, le 10 janvier 1975 : « Notre parti est socialiste et s'appuie sur le socialisme scientifique. Il fut créé il y a à peu près six ans... Notre premier objectif est la libération nationale de Chypre, la lutte contre l'impérialisme et la lutte pour empêcher Chypre de s'écarter de la politique de non-alignement... Sur le plan intérieur, nous luttons pour la transformation socialiste dans le cadre de la réalité chypriote ».

Par conséquent, à l'intérieur du Front national de Chypre, deux formations sur trois (le P.C. et l'E.D.E.K.) se réclament du « socialisme scientifique », ce qui permet aux communistes d'assurer le rôle dirigeants dans cette coalition. Mais s'ils peuvent jouer un tel rôle sur le plan électoral et idéologique, il n'en va pas de même au plan du gouvernement : bien que le P.C. soit la formation la plus forte, elle ne siège pas davantage aujourd'hui dans le gouvernement qu'elle n'y siégeait du temps de Mgr Makarios. Edifié par l'écroulement de la tactique du Front national dans plusieurs pays, les communistes brûlant les étapes et démasquant trop tôt devant leurs alliés nationalistes, le P.C. chypriote tient à consolider toutes ses positions à la base avant d'obtenir sa part du pouvoir au sommet.

Cette dénomination à la base s'opère par le truchement des organisations satellites classiques, ainsi qu'on l'a vu partout où le communisme progressait. Tout d'abord, les syndicats : la Confédération communiste du travail, P.E.O., groupe plus de 45 % du total des syndicalistes de Chypre. Ce syndicat est affilié à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) dont le secrétaire général, Enrico Pastorino, s'est rendu avec une délégation qui a séjourné six jours à Chypre en mai 1976. A la tête du P.E.O. se trouve le dirigeant communiste Andreas Ziartides, auquel faisait allusion Ezekias Papaioannou (secrétaire général de l'A.K.E.L. depuis 1949) quand il déclarait au sujet d'une participation communiste éventuelle au gouvernement : « Nous avons réclamé seulement un poste ministériel, quel que soit celui que le président de la République voudrait nous accorder, et nous avons accepté que ni le secrétaire général ni son adjoint ne soient membres du gouvernement ». En fait, le nom de Ziartides fut avancé pour le ministère du Travail, mais la négociation n'aboutit pas.

### ALIGNEMENT SUR MOSCOU

Dans toutes les manifestations communistes internationales ou nationales, le P.C. chypriote ne manque pas de donner des preuves de son alignement sur Moscou : la déstalinisation d'il

y a vingt ans et l'eurocommuniste depuis trois ans ne semblent pas avoir produit le moindre effet sur ce parti. Il suffit seulement de se pencher sur le vocabulaire de ses porte-parole pour se rendre compte qu'ils continuent imperturbablement à suivre la ligne de Moscou.

Ainsi, en novembre 1977, aux fêtes du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution bolchévique, Ezekias Papaioannou prononça un discours type dans lequel il se livra à deux reprises à un vif éloge de Brejnev, ce que de nombreux porte-parole d'autres partis avaient omis de faire (comme Enrico Berlinguer et Paul Laurent). La première fois, Papaioannou s'écria : « Nous saluons chaleureusement la direction léniniste du P.C. de l'Union soviétique avec à sa tête le guide léniniste inflexible, le camarade Léonid Brejnev ». Une autre fois, il dira que l'Union soviétique est dirigée par le Parti communiste et par « le dirigeant léniniste Léonide Brejnev ».

En 1976, en deux occasions, le parti tint un langage identique. La première fois, lors du XXV<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'Union soviétique, en février, quand E. Papaioannou prononça un discours de salutation entièrement conforme aux thèses soviétiques. La seconde fois, à la Conférence pan-européenne des partis communistes, en juin 1976, à Berlin-Est, quand le porte-parole du P.C. chypriote exalta « l'internationalisme prolétarien » — formule qui devait cependant manquer dans la Déclaration finale, à la suite de l'opposition exprimée par le camp eurocommuniste.

Tout dernièrement, lors du XIV<sup>e</sup> Congrès du parti, ouvert le 25 mai, cet alignement sur Moscou se fit sentir tout au long de ses travaux. Dans son Rapport, E. Papaioannou couvrit une fois de plus Brejnev d'éloges et attaqua la direction du P.C. chinois, ce dernier point étant également depuis peu une ligne de partage entre certains partis qui préférèrent ne pas condamner les Chinois et certains autres (fidèles aux Russes) qui les vitupèrent avec le vocabulaire classique. Papaioannou fit, là encore, l'éloge de « l'internationalisme prolétarien » et affirma que l'« antisoviétisme signifiait l'anticommunisme » — thèse que certains partis communistes ouest-européens ne partagent plus. Papaioannou se prononça, mais en termes voilés, comme le font en ce moment les Soviétiques eux-mêmes contre l'eurocommuniste, condamnant « les tentatives des impérialistes et de leurs complices visant à provoquer la scission dans le mouvement communiste international et à renforcer la propagande antisoviétique ».

Le secrétaire général adjoint de l'A.K.E.L., Andeas Fantis, a critiqué à son tour « ceux qui tendent de déformer la théorie marxiste-léniniste, de réviser ses idées fondamentales, de refuser les principes de l'internationalisme prolétarien, d'opposer des « modèles » inventés à l'expérience du socialisme réel ».

Plus de trente « partis frères » avaient envoyé des délégations pour assister à ce congrès. De nombreux orateurs étrangers : argentin, australien, irakien, hindou, défilèrent à la tribune. Outre l'intervention du représentant du P.C. soviétique, la *Pravda* a cité le discours prononcé par le représentant du P.C. italien, Tullio Vecchiotti, membre de la direction de ce parti. Le Parti communiste français n'avait pas envoyé de délégation à ce congrès : il s'était contenté d'adresser un message de salutations.

Il reste à voir comment dans le proche avenir le P.C. chypriote réagira à la politique soviétique à l'égard de Chypre, si l'on tient compte de ce que le Kremlin fait des ouvertures de plus en plus nettes à la Turquie. En ce qui concerne ses intérêts diplomatiques et stratégiques, Moscou n'a pas besoin de réfléchir longtemps pour savoir qui, de la Turquie ou de Chypre, représente davantage pour l'U.R.S.S.

PIERRE ARDANT.

## Où va le Panama ?

« **N**OUS sommes prêts, si cela est nécessaire, à suivre la voie de Ho Chi Minh, c'est-à-dire la terreur, les opérations de guérilla et les sabotages, pour mener la guerre nationale de libération... »

L'homme qui prononça cette phrase, le 11 octobre 1968, le lieutenant-colonel Omar Torrijos Herrera, chef de la Garde nationale, chassait du pouvoir le Président Arnulfo Arias, qui n'en était qu'au dixième jour de son troisième mandat. Dans le même temps, Herrera interdisait tous les partis politiques autres que le Parti communiste.

Le 13 septembre 1972, l'Assemblée des Représentants de la Communauté proclame Torrijos Herrera « lider maximo de la Revolucion panamena », et lui confie des pouvoirs extraordinaires pour une durée de six ans, avec la possibilité d'être réélu en 1978 et en 1984. L'article 27 de la nouvelle Constitution — en vigueur depuis le 11 octobre 1972 — stipule : « Le chef suprême de la Révolution panaméenne est le général Omar Torrijos Herrera, commandant de la Garde nationale. »

★  
★★

Le « lider maximo de la Revolucion » est né en 1929 dans la province de Veraguas. Ses parents y avaient fondé une cellule communiste, noyau du groupe qui gouverne aujourd'hui le Panama.

Dès son adolescence, Torrijos milita dans l'organisation communiste des « Jeunesses de Veraguas » : on a retrouvé une photographie de lui à quatorze ans, sur laquelle il figure porteur d'un drapeau rouge. On sait en outre que, au moins jusqu'au 19 novembre 1968, il a milité dans le P.C. panaméen.

A l'heure actuelle, Torrijos entretient d'excellents rapports avec les trois pays « socialistes » des Caraïbes : Cuba, la Jamaïque et la Guyane.

Admirateur de Fidel Castro, Torrijos a renoué des relations avec Cuba, le 23 août 1974. En 1976, du 11 au 16 janvier, il se rendit à La Havane où il fut reçu par Castro. Il y prononça un discours dont on peut extraire cette déclaration : « La Révolution panaméenne poursuit les mêmes objectifs que la Révolution cubaine, mais avec d'autres méthodes... »

Après cette visite, les effectifs de l'ambassade cubaine au Panama passèrent à 225 personnes. Trois mois plus tard, en avril 1976, 3.000 soldats cubains arrivaient au Panama, accompagnés de conseillers militaires destinés à la Garde nationale.

### LA « FAMILLE »

Dans ce pays de moins de deux millions d'habitants, plus de quarante membres de la famille Torrijos occupent des postes importants dans la vie politique et sociale : depuis la vice-présidence du Panama, qui est occupée par Gerardo Gonzalez Vernaza, jusqu'aux ambassades à l'étranger, en passant par d'autres activités moins reluisantes.

Une dénonciation du sénateur américain Jesse Helms a fait connaître que les frères du général Torrijos seraient impliqués dans le trafic de la cocaïne et de l'héroïne.

Les étatisations et l'étranglement de l'initiative privée qui ont eu lieu depuis la révolution ont eu pour résultat de faire diminuer le taux de croissance annuel : de 8 % en 1968, il est tombé à 1,7 % en 1975 et à moins de 1 % en 1976 : c'est, pratiquement, le zéro absolu. On estime à 25 % le chômage, bien que les statistiques officielles le fixent à 10 %.

Et pourtant, c'est le Panama qui reçoit la plus importante aide extérieure *per capita* des Etats-Unis, ce qui représente plusieurs centaines de millions de dollars.

## L'INFILTRATION COMMUNISTE

En avril 1930, le Parti communiste du Panama avait été créé après la fusion de certains groupes communistes avec l'aile gauche du Parti du Travail. Ce P.C. fut dissous en 1943 « en raison de querelles internes ». Cette même année, et sur la base d'une nouvelle Union de groupes appartenant au P.C., naquit le « Parti du Peuple de Panama », seul autorisé aujourd'hui, depuis 1968, et qui n'est en fait que la couverture du Parti communiste.

Ruben Dario Sousa, secrétaire général du Parti du Peuple depuis 1951, n'eut que des paroles d'éloge pour le coup d'Etat de Torrijos en 1968 : il parla des officiers « nationalistes » qui cherchaient à créer les « conditions objectives pour le développement des masses et de leurs organisations » en faisant front à « l'oligarchie et à l'impérialisme américain ».

En dix ans, ces « conditions objectives » donnèrent d'excellents résultats : plus d'une douzaine de communistes remplissent de hautes fonctions dans l'équipe Torrijos. En outre, le département G-2 de Renseignement de la Garde nationale et l'Institut militaire « Tomès Herrera » doivent compter avec les conseillers cubains. Ce sont des membres de « Prensa Latina », l'agence officielle cubaine de presse, qui dirigent le poste d'Etat « Radio Libertad ». Le « Digatedecom », l'organisme centralisateur des 505 « Juntas Comunales » (conseils communaux) du pays, est dirigé par des castristes et des membres du P.C. Les communes agricoles, l'Université, la Fédération des étudiants, de même que les syndicats, sont également noyautés et contrôlés par des membres du Parti du Peuple, l'ex Parti communiste.

## UNE TÊTE DE PONT SOVIÉTIQUE ?

De nombreux hauts spécialistes soviétiques vinrent au Panama en 1977.

Une « mission commerciale » soviétique dirigée par Nikolai V. Zinoviev, chargé de la mission latino-américaine du Commerce extérieur de l'U.R.S.S. Du côté panaméen, la délégation était dirigée par Marcelino Jaen, membre du Comité central du P.C., président de la Commission nationale exécutive et... beaufrère du Président.

Un accord commercial intervint en septembre 1977, aux termes duquel les Soviétiques s'engageaient à acheter annuellement au Panama, et ce, durant une période de cinq années, 50.000 tonnes de sucre. Et à un prix très supérieur à celui pratiqué sur le marché mondial. Ils promettaient aussi de créer une centrale hydro-électrique et de construire une usine, destinée à la réparation des machines utilisées par l'industrie sucrière. Enfin, les Russes devaient ouvrir une succursale de la Narodny Bank.

En contrepartie, ils devaient recevoir une partie du territoire du Canal qu'ils utiliseraient pour y créer une « zone franche », — excellent point de départ pour l'installation d'une véritable base soviétique au Panama.

Dans ce contexte inquiétant viennent s'insérer les Traités du Canal. Avant de les analyser, il convenait de rappeler ces données. Nous avons déjà connu le « réformisme agraire » de Mao en 1950 et le « nationalisme cubain » de Castro en 1959. Pour ceux qui ont un peu de mémoire, ces expériences devraient suffire. Le Panama pourrait-il être le champ d'une troisième expérience ?

Gustavo Daniel CORBI.

# Le Parti face aux organisations indépendantes en Pologne

**C**ONSTITUÉ en septembre 1976 à Varsovie, sur l'initiative d'Edouard Lipinski, économiste d'un grand renom et doyen d'âge du socialisme polonais, le *Comité de défense des ouvriers* (K.O.R.) aura été la première d'un nombre déjà considérable d'« organisations indépendantes ».

## ORGANISATIONS ET PUBLICATIONS INDÉPENDANTES

« Organisations indépendantes », « publications et éditions indépendantes », c'est ainsi

qu'elles se désignent. Elles sont, en effet, indépendantes d'un parti dit « dirigeant » qui étend ses tentacules à la collectivité nationale tout entière, en dépit des aspirations et des besoins que celle-ci manifeste à intervalles réguliers.

Les organisations indépendantes, elles, traduisent ses aspirations, se font porte-parole de ses besoins. Aussi, refusent-elles toute apparence d'une quelconque « clandestinité ». Chacune déclare mener son action au grand jour, à visage découvert. Leur précurseur, le Comité de défense des ouvriers, en agissant ainsi dès

sa fondation, coupait court à toute équivoque : d'emblée, il se situait dans un cadre légal, déterminé par la Constitution. Celles qui se sont ensuite constituées ont procédé de la même manière. Ainsi, le *Comité d'autodéfense sociale*, héritier direct du K.O.R., qui déploie son action depuis septembre 1977. Dans un de ses derniers *Communiqués* (n° 18, mars 1978), il rappelle ses objectifs :

« 1) Lutter contre la répression exercée pour des raisons politiques, idéologiques, religieuses, raciales, et venir en aide à ceux qui en sont victimes.

« 2) Lutter contre la violation de la légalité et aider ceux qui, de ce fait, sont lésés,

« 3) Lutter pour les garanties institutionnelles des droits et des libertés du citoyen.

« 4) Favoriser toutes les institutions visant à mettre en application les droits de l'homme et du citoyen » (1).

Dans le même *Communiqué*, il « réclame la mise en application des revendications présentées par le Comité de défense des ouvriers, mais qui n'ont pas été satisfaites à ce jour ». En conséquence, il déclare qu'il « prête son assistance à tous ceux qui, victimes de la répression de juin, en ont besoin ».

En fait, le Comité mène de front plusieurs activités. D'abord l'information : son *Bulletin* met le public au courant des événements et des faits passés sous silence par les *mass media* et les journaux polonais ; ses *Communiqués*, brefs et concis, rédigés et diffusés plus rapidement que les autres publications, apportent dans le meilleur délai des nouvelles touchant les organisations amies et, le plus souvent, les brimades dont leurs membres sont victimes. Ensuite, par le truchement de son « Bureau d'intervention », le Comité exerce une action sociale concrète et efficace. S'y ajoutent les démarches qu'il fait dans des cas graves. Ses interventions directes, on le verra par la suite, sont toujours utiles, souvent bénéfiques, et certainement plus efficaces qu'autrefois.

En effet, il y a deux ou trois ans, la situation était différente. Les Polonais qui réclamaient le rétablissement des libertés politiques ou protestaient contre les atteintes aux droits de l'homme se référaient aux Accords d'Helsinki, en particulier à l'Acte final. Or, bien que signés par le gouvernement de Varsovie en automne 1975, ces documents présentaient le caractère informel d'une déclaration de principes, d'une recommandation. Il en est tout autrement du Pacte international des droits de l'homme que la Pologne a ratifié à l'O.N.U. et « solennellement » adopté — en même temps que le Pacte international des droits économiques, sociaux et cul-

turels — le 3 mars 1977 (2). Quelques mois plus tard, les textes de ces deux documents étaient publiés dans le *Journal des Lois* (le *Journal Officiel* polonais). En date du 29 décembre, à la veille de la visite du président Carter à Varsovie : simple coïncidence...

Dès mars 1977, quelques organisations indépendantes se constituent spontanément. D'autant plus volontiers que les « conditions objectives », les garanties officiellement proclamées, les y encouragent. Comment seront-elles, ces garanties, respectées dans la pratique ?

### MOUVEMENT POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

C'est à ce moment-là que voit le jour le Mouvement pour la défense des droits de l'homme. Parmi ses dix-huit initiateurs se trouvent les hommes connus par leur courageuse activité, tels Antoine Pajdak, avocat, militant socialiste de longue date, et W. Ziembinski, journaliste, tous deux membres fondateurs du K.O.R. ; Adam Wojciechowski, membre d'*Amnesty International* ; André Czuma, avocat ; Leszek Moczulski, historien et journaliste ; Zbigniew Sikulski, sociologue ; M. Boruta Spiechowicz, général en retraite, autour de quelques lettres individuelles de protestation.

Pour faire connaître rapidement l'existence du Mouvement, tant en Pologne qu'à l'étranger, les organisateurs donnent à Varsovie, le 26 mars 1977, une conférence de presse que les milieux officiels, pris de court, ne peuvent interdire. En revanche, deux jours plus tard, le quotidien du P.O.P.U., *Trybuna Ludu*, réprovoque le Mouvement, accusé d'être « au service des centres anticommunistes étrangers ». L'accusation, tirée du vieil arsenal stalinien, n'empêchera pas pour autant le Mouvement de continuer son action ni de se développer. C'est dans une dizaine de grandes villes, à commencer par la capitale, qu'il dispose de « points de consultation et d'information ». Les adresses en sont indiquées dans la publication *Opinia* (*l'Opinion*) qui paraît tous les mois à Varsovie, sur une soixantaine de pages ronéotypées.

Confectionnée dans les conditions difficiles qui sont celles de tous les périodiques indépendants, *l'Opinion* réussit à vivre depuis plus d'un an. Sans doute, pour des raisons d'opportunité, le Pouvoir n'a-t-il pas encore pris, officiellement, de mesure contre elle. Mais ses collaborateurs sont constamment inquiétés, l'objet de différentes mesures coercitives. Déjà, en automne der-

(1) Le Mouvement démocratique se réfère à ces objectifs. Cf. *Est et Ouest*, n° 604, 1<sup>er</sup>-15 décembre 1977.

(2) « Solennellement » car chacun d'eux est contre-signé par le Conseil d'Etat qui « Au nom de la République populaire de Pologne / .../ déclare le Pacte adopté, confirmé et promet qu'il sera respecté sans modification. En foi de quoi, ce document est délivré revêtu du sceau de la République populaire de Pologne. Fait à Varsovie, le 3 mars 1977 ».

nier, l'éditorial *Vox Populi* (N° 5, septembre 1977) signalait : « Trois rédacteurs de l'Opinion ont été chassés de leur emploi, donc privés de moyens d'existence et, depuis, ils subissent d'atroces brimades ». [Six mois plus tard, la même mesure frappait André Czuma, l'un des militants actifs du Mouvement]. L'auteur de *Vox Populi* dénonçait une telle conception de la liberté de la presse : « Les journaux indépendants ne peuvent pas remplir leur devoir social s'ils n'acquièrent une solide base matérielle. Nous y avons le même droit que la presse gouvernementale. C'est le droit de disposer d'imprimeries et de locaux indispensables ; le droit d'avoir les moyens financiers nécessaires. Il serait abusif et nuisible de condamner la presse indépendante à vivre du dévouement de la collectivité nationale propriétaire de toutes les imprimeries, de toutes les entreprises et des installations capables de financer les publications indépendantes. Il est temps de mettre fin à un système où le P.O.P.U. s'arroge tous les droits sur les imprimeries (...). La presse indépendante a les mêmes droits que celle du parti. Et nous n'avons nulle intention d'y renoncer ».

Aux entraves signalées par l'Opinion s'ajoutent — pour elle comme pour les autres publications du même genre — les difficultés de la diffusion ; les volontaires qui en sont chargés risquent, au cas d'une « rencontre imprévue », de voir leur livraison saisie et détruite, eux-même rossés par la police. Pourtant, contre vents et marées, l'Opinion en est à son douzième numéro.

Chaque livraison apporte des informations qui, ignorant la censure, mettent en pleine lumière des faits d'actualité, et notamment l'activité du Mouvement et des organisations amies (Comité d'autodéfense sociale, Comités de solidarité d'étudiants, Mouvement démocratique, etc...), une rubrique spéciale étant intitulée Répression. Des articles, souvent bien documentés, fournissent des renseignements sur la situation économique du pays (*L'agriculture en Pologne ; L'endettement de la Pologne envers l'étranger*), traitent des questions culturelles et commentent des événements internationaux (comme, par exemple : *Carter à propos des rapports U.S.A.-U.R.S.S. ; La politique militaire de la Chine ; La liberté religieuse en U.R.S.S., etc...*). In fine, figurent une *Revue de presse*, un *Courrier des lecteurs*. Les articles publiés dans l'Opinion sont signés, pour la plupart des membres « en titre » du Mouvement pour la défense des droits de l'homme ou des personnalités connues pour leur indépendance d'esprit et leur courage.

### LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

Dans sa *Déclaration*, diffusée en octobre 1977, le *Mouvement démocratique* portait ses objectifs à la connaissance des Polonais, en même temps qu'il faisait une analyse critique de la si-

tuation du pays (3). Sa revue, *Glos (La Voix)*, paraît sur 70 à 80 pages (ronéo), en principe tous les mois.

### AUTRES PUBLICATIONS INDÉPENDANTES

Le *Robotnik (L'Ouvrier)* (déjà signalé dans *Est et Ouest*, n° 609) porte le titre du quotidien socialiste d'avant la guerre et paraît tous les mois. Les huit responsables officiels (leurs noms et adresses sont indiqués dans le journal) de la rédaction habitent Varsovie et des villes de province, comme Cracovie, Lodz et Radom ; quatre d'entre eux font partie du Comité d'autodéfense, les autres sont des militants ouvriers de base. Sur quatre pages (ronéotypées), le journal donne des nouvelles brèves : les unes commentent des faits de la vie polonaise, d'autres signalent les événements survenus dans les pays du « bloc » (par exemple, les grèves qui ont eu lieu en Roumanie), ou dans ceux de l'Occident. Cette « feuille de chou », petit format, en ronéo reproduite avec difficulté, est pourtant considérée par le Pouvoir comme particulièrement dangereuse.

Un deuxième périodique, également destiné aux travailleurs, *Postep (Le Progrès)*, s'est présenté dans son premier numéro (été 1977) : « *Revue trimestrielle publiée en vertu des articles 83 et 86 de la Constitution de la République populaire de Pologne et de l'article 19 du Pacte international des droits de l'homme et du citoyen* ». Et d'y ajouter : « *Mettons à profit les droits dont nous disposons. Lecteur, nous attendons ta voix dans le débat public !* ». Les articles, dont certains sont signés, traitent en particulier des questions professionnelles des travailleurs de l'industrie, l'accent étant mis sur l'indépendance syndicale.

La revue *Rencontres* paraissant depuis l'automne dernier (80 pages ronéotypées), se réclame de l'idéal catholique. Les jeunes qui la rédigent désirent ajouter « une voix de plus à la discussion sociale en cours ». On y trouve, réunis dans un même numéro, des articles très divers, qui vont des *Réflexions évangéliques* à *Une lettre inédite de Lénine*, en passant par *La question des Juifs ou l'antisémitisme ?* et *Les méthodes de lutte contre l'opposition en Pologne*. Les articles sont signés, certains de noms connus.

Les deux revues trimestrielles littéraires que nous avons précédemment signalées — *Zapis*, publiée à Varsovie, et *Puls (Le Pouls)* à Lodz — maintiennent toujours leur excellente tenue. Toujours au prix d'énormes sacrifices de leurs collaborateurs, tel Jacek Bierezin, rédacteur du *Pouls*, constamment inquiété par la police.

(3) Voir *Est et Ouest*, n° 604, 1<sup>er</sup>-15 décembre 1977.

## L'ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Association pour l'Enseignement supérieur — appelée aussi d'un nom ancien, l'« Université volante » — fonctionne depuis février dernier. Elle correspond aux « aspirations, de plus en plus fortes, des jeunes universitaires désireux d'acquérir ou de parfaire leurs connaissances dans les disciplines qui les attirent particulièrement, telles les sciences sociales et l'histoire ». Elle se propose de rechercher « la vérité sur le monde et sur soi-même, sans laquelle ne peuvent se former les attitudes conscientes du citoyen ».

Ces idées sont développées avec pertinence dans une déclaration-programme. « Dans la société moderne, les qualifications professionnelles indispensables doivent être complétées par l'intelligence de l'ensemble de la vie sociale dans une perspective historique, dans toutes les dimensions ». Examinant le problème sur un plan général, les responsables constatent que « nulle part dans le monde, le système actuel de l'enseignement ne correspond aux besoins réels des hommes ». Par son orientation pragmatique, ce système, en favorisant une spéculation de plus en plus poussée, désintègre tout ce qui est culture. Ainsi, le travailleur intellectuel devient-il un simple exécutant des tâches parcellaires dont les conséquences, du fait de cette spéculation, lui échappent. « Ce danger, la structure du pouvoir politique dans notre pays l'approfondit, au préjudice de la collectivité nationale, de son acquis scientifique et culturel ».

En fait, « les insuffisances de l'enseignement officiel, les restrictions d'ordre politique et idéologique imposées au savoir ont été, depuis des siècles, connues et critiquées. Pour y remédier, les collectivités nationales ont recherché — et elles le continuent — des formes d'enseignement en dehors du système éducatif officiel ». Et de rappeler les différentes sociétés savantes existant au XIX<sup>e</sup> siècle en Pologne (notamment dans sa partie annexée par la Russie) et l'Université volante, puis, dans la période d'entre les deux guerres, l'Université libre de Varsovie.

Ainsi, renouant avec une ancienne tradition, les enseignants des cours supérieurs se mettent à la disposition des jeunes étudiants et de ceux qui, après avoir terminé leurs études universitaires, veulent enrichir et compléter leur savoir. Ils apporteront à tous ceux qui en exprimeront le désir une aide en matière d'informations, tant d'intérêt didactique que scientifique. Les groupes d'études d'ores et déjà constitués travaillent sur des questions touchant l'histoire, la sociologie, l'économie, la connaissance de la littérature, la philosophie et la pédagogie. Le conseil, qui a aussitôt été désigné, assume la responsabilité de l'enseignement — de son niveau, de son programme, de son orientation — et de la liberté des discussions et des recherches.

Enfin, il est indiqué que les « cours, accessibles à tous et gratuits, sont faits par des professeurs bénévoles, mais qu'ils ne donnent aucun droit, aucun diplôme n'étant délivré en fin d'études ». Pourtant, ils suscitent un grand intérêt chez les jeunes. Précisons en outre que ces cours ont lieu chez des particuliers, d'habitude le soir, à partir de 18 h. 30 ; samedi et dimanche, dans la matinée.

L'Association pour l'Enseignement supérieur dont la déclaration-programme a été signée à Varsovie, le 22 janvier dernier, par soixante et une personnes, comprend en réalité un nombre plus important de participants. Parmi eux, ceux que nous avons déjà eu l'occasion de signaler et bien d'autres : aux côtés d'Edouard Lipinski, on trouve Jean Kielanowski, Waclaw Gajewski, Stanislas Hartman, Ladislas Kunicki-Goldfinger, tous anciens professeurs de faculté ; les historiens Ladislas Bartoszewski, Adam Michnik, Marian Malowist, Czeslaw Zgorzelski ; les écrivains connus, Jacek Bochenski, Marian Brandys, André Kijowski, Jean-Joseph Lipski, Jean-Joseph Szczepanski, Julien Strykowski, et les poètes Stanislas Baranczak et Wislawa Szymborska ; les artistes Halina Mikolajaska et Z. Mycielski. Le milieu catholique est aussi représenté, notamment par les écrivains Antoine Golubiew et Hanna Malewska ; par les journalistes Bogdan Cywinski, Thadée Mazowiecki et Jacek Wozniakowski, ainsi que par le père-abbé des dominicains, Alexandre Hauke-Ligowski. Il y a aussi l'ancien ministre de l'Education (sous Gomulka), Ladislas Bienkowski.

## COMITÉS DE SOLIDARITÉ D'ÉTUDIANTS

C'est en mai 1977, au lendemain de la mort tragique du jeune Stanislas Pyjas, que les étudiants de Cracovie constituèrent un premier Comité de solidarité. Au départ, ils se donnaient pour objectif de mener, dans leur propre milieu, une action parallèle à celle du K.O.R. Ils sont désormais aidés et défendus par les adultes.

L'initiative a bientôt trouvé un écho chez les étudiants de plusieurs autres villes : des Comités de solidarité virent le jour à Gdansk, à Poznan et à Wroclaw, pour ne citer que ceux qui ont pris une part active à la vie des organisations indépendantes. Ayant établi entre eux une communication, ils éditent *Bratniak* (*Jeune Mutualiste*), un mensuel assez modeste, mais qui fournit à ses lecteurs des renseignements précieux.

Les Comités revendiquent pour les étudiants le droit de bénéficier de l'enseignement de l'« Université volante » qui les intéresse et qu'ils soutiennent. Or, ceux qui suivent ces cours, l'actuel point de mire de la répression, sont impitoyablement pourchassés par les deux polices (celle en tenue et celle en civil). Brutalités, actes de violences, coups et blessures, avanies infligées aux élèves et à leurs professeurs, dont A. Mich-



nik, J. Kuron, B. Borusewicz et quelques autres, paraissent en relief dans les comptes rendus des Comités des étudiants de Cracovie et de Wroclaw (datés respectivement du 13 février et du 9 mars).

L'Association pour l'Enseignement supérieur, quant à elle, a dénoncé ces brimades dans sa déclaration du 2 mars dernier où elle se réfère au Pacte international des droits de l'homme, dont les articles 19 et 21, souligne-t-elle, garantissent son activité.

Or, ceux qui ont « solennellement » ratifié ce pacte n'ont cure de garanties légales. A la légalité, soit-elle définie sur le plan national ou international, ils substituent l'arbitraire. Et c'est la répression.

## LA RÉPRESSION ET LA RÉSISTANCE

Les faits que les organisations indépendantes ont relevés au cours de ces derniers mois en matière d'illégalité, de manœuvres et d'abus policiers sont si nombreux qu'il n'est pas possible de les relever tous. Nous nous limitons à en signaler ceux qu'indiquent les principaux communiqués et déclarations du Comité d'autodéfense sociale. Voici la lettre qu'il a adressée, en mars dernier, à *Amnesty International* : dans sa concision et son apparente sécheresse, elle témoigne le mieux des événements récents liés à l'activité socio-culturelle.

« Le 28 février dernier, nous vous avons demandé par télégramme d'intervenir au sujet de la campagne politique poursuivie en Pologne à l'encontre de l'activité éducative dans le milieu des jeunes. Ce télégramme n'est pas parvenu au destinataire.

« La campagne policière continue. Les séminaires et les rencontres de discussion de jeunes et d'ouvriers sont régulièrement interrompus par la milice et la sûreté. Les agents de ces organismes recourent à la violence, comme à Cracovie le 10 février, à Sopot le 22, à Radom le 24 février, à Wroclaw le 5 mars ; ils font usage du gaz lacrymogène, pratiquent la garde à vue de plusieurs heures.

« Du 10 février au 5 mars dernier, à Varsovie, à Gdansk, à Cracovie, à Lublin, à Wroclaw et à Katowice, la police a détenu pendant de longues heures soixante dix-huit personnes dont certaines à plusieurs reprises. Bogdan Borusewicz, membre du Comité d'auto-défense sociale et directeur du séminaire d'histoire à Sopot, fut, de ce fait, condamné par le tribunal de police à 14 jours d'arrêt, peine que le tribunal correctionnel porta ensuite à 21 jours. Mlle B. Blajfer, chargée d'une rencontre - débat à Wroclaw, se vit infliger sept jours d'arrêt ; dix-huit participants à cette réunion ont été condamnés à une amende de 45 mille zlotys (4). Deux jeunes filles — Yolande Bujwid et Jeanine Stasiaczyk — qui s'y trouvaient également furent condamnées à trois mois de travail

obligatoire. (C'est nous qui soulignons L.R.) avec une retenue de 25 % sur leur salaire au profit du trésor public.

« Du 10 février au 5 mars, les villes de Varsovie, de Gdansk, de Cracovie, de Wroclaw et de Radom ont été le théâtre de dix-huit perquisitions à domicile, y compris les foyers ouvriers. Les policiers ont saisi livres, brochures, publications éditées par les institutions sociales indépendantes. C'est avec un zèle particulier que l'on recherche et confisque le journal *Robotnik* consacré à la défense des travailleurs. Ouvriers et étudiants soupçonnés d'une activité sociale indépendante sont convoqués par la police, qui, au moyen de chantage et de menaces, tente d'obtenir leur consentement à collaborer avec elle comme indicateurs.

« En réponse à cette campagne, l'Association pour l'Enseignement supérieur /.../ et les autres organisations indépendantes ont déclaré que, malgré la répression, elles ne cesseront pas leur activité. Les raisons morales sont du côté de la collectivité nationale. C'est aux pouvoirs publics qu'incombe la responsabilité du malaise social dû aux agissements de la police. Ces agissements, qui enfreignent la loi, ont nettement le caractère d'une action planifiée, dirigée au sommet à la fois contre une activité socio-culturelle et contre une association d'ouvriers. Nous vous demandons d'intervenir ».

Varsovie, le 10 mars 1978.

Comité d'autodéfense sociale.

Ainsi que l'indique l'appel à *Amnesty International*, les ouvriers, eux, ne sont pas plus ménagés par le Parti ouvrier unifié que les étudiants et les intellectuels. Manifestent-ils de l'intérêt pour une organisation professionnelle indépendante ou pour une publication éditée en dehors de la censure, ils ont aussitôt la police à leurs trousses, avec toutes les conséquences que cela comporte. Et gare à qui diffuse *Robotnik* ! L'équipe de rédaction de celui-ci et le Comité d'autodéfense apportent à cet égard des précisions, dans leur déclaration commune du 21 janvier 1978. Brimades et persécutions, exactions et avanies sur le lieu du travail sont le lot quotidien des ouvriers, dans les centres industriels comme Grudziadz, Radom, Katowice. Et, au terme de la déclaration : « Dans cette situation, nous en appelons à tous les hommes de bonne volonté ; nous en appelons aux compagnons des persécutés afin qu'ils leur viennent en aide (...). Nous en appelons aux organisations syndicales d'Occident pour qu'elles interviennent ».

Il est d'ores et déjà avéré que le recours à l'illégalité fait partie de l'actuelle méthode du gouvernement ; il en constitue le principe mis systématiquement en application par les organismes chargés de protéger l'ordre et d'assurer la sécurité de la population. Ce que mettent en évidence les *Documents sur l'illégalité*, publiés

(4) Un jeune ouvrier gagne en moyenne par mois entre 3.500 et 4.000 zlotys.

en avril dernier par le Comité d'autodéfense sociale sous forme d'une brochure de 28 pages. Documents qui révèlent les faits, jusqu'ici ignorés ou peu connus, de la répression exercée sur les ouvriers par les miliciens et par les agents de la Sûreté, de 1971 à 1977.

Ainsi cette chasse à l'homme de ces derniers mois, qui déferla à travers le pays — de Cracovie jusqu'aux cités de la côte baltique, en passant par la capitale, de Radom et de Lodz jusqu'à Poznan, Wroclaw et Katowice. Ainsi ces descentes de police chez les ouvriers comme Léopold Gierak à Radom, comme W. Sulecki à Gliwice, Adam Bednarz et Joseph Solawa à Cracovie, et bien d'autres ailleurs. Ces perquisitions quotidiennes chez de nombreux militants du Mouvement des droits de l'homme et du Comité d'autodéfense ; saisies de journaux indépendants chez les uns et les autres ; arrestations et gardes à vue plus ou moins prolongées de ces militants. Enfin, cet acharnement à brimer les intellectuels non-conformistes : étudiants de l'« Université volante » et leurs professeurs sans cesse inquiétés, malmenés, tels Adam Michnik (arrêté, frappé à plusieurs reprises), Jacek Kuron, le Dr Jean Walc et bien d'autres ; écrivains, jeunes et moins jeunes, tels Stanislas Baranczak, André Kijowski, Victor Woroszylski, tous trois interdits de publication, et que l'on arrête chez eux ou lorsqu'ils se rendent en voyage.

### A L'ASSOCIATION DES ECRIVAINS POLONAIS

Tenu en avril dernier (du 7 au 8) à Katowice, le congrès national de l'Association des écrivains polonais reflète l'atmosphère actuelle. L'Association, qui compte aujourd'hui mille trois cents adhérents, a connu des hauts et des bas quant à son orientation politique ; de temps à autre, elle a été un des rares lieux où se sont élevées des voix non-conformistes, dont celle du regretté Antoine Slonimski (5). Il n'en n'avait pas été de même à son précédent congrès, celui de 1975, où le débat, mené à la baguette par L. Bartelski, fut escamoté.

Depuis, bien des choses ont changé, un vent de fronde a soufflé sur ces assises. Dans l'ambiance générale, quelques faits concrets ont surgi qui intéressent au premier chef les écrivains. Le fonctionnement de la censure — le fameux Office de contrôle de la presse, des publications et des spectacles — et ses effets néfastes ont donné matière à un *Livre noir*, lui aussi publié par le Comité d'autodéfense sociale. Le nombre des

(5) Décédé à Varsovie, le 5 juillet 1976, à la suite d'un accident de la route.

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST  
paraîtra le Mardi 4 Juillet 1978**

écrivains interdits de publication ne cesse de croître. Environ quatre-vingts ouvrages ont été écartés par la censure. Plusieurs délégués ont soulevé ces problèmes, ce qui donna lieu à un accrochage entre un représentant du P.O.P.U. et les délégués qui donnèrent libre cours à leur mécontentement dans une spectaculaire protestation.

La fronde semble avoir été « payante ». Certes, J. Iwaszkiewicz, le « vétérane » des écrivains et des... opportunistes, demeure président de l'Association. En revanche, au comité directeur, les manitous du parti sont devenus minoritaires (neuf sur vingt-cinq). Parmi les majoritaires actuels se trouvent d'excellents écrivains comme Jean-J. Szczepanski, Marek Nowakowski (collaborateur de la revue indépendante *Zapis*) et W. Szymborska, grand poète et femme de courage.

### VERS DES SYNDICATS LIBRES

Tout récemment, des tendances à former des organisations syndicales libres se sont manifestées chez des travailleurs de Silésie, à Katowice, et chez ceux de la côte baltique.

Un comité constitutif vient de se créer sur la côte (les principales villes en sont : Gdansk, Gdynia, Elblag et Szczecin). A l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, il a diffusé une substantielle déclaration, signée le 29 avril par trois travailleurs de Gdansk.

*« Le mouvement syndical cessa d'exister en Pologne voici plus de trente ans (...). Le P.O. P.U. a transformé l'action syndicale en un prolongement de ses propres structures, en un instrument docile servant à l'exploitation organisée de toutes les couches sociales. La collectivité nationale, privée de formes normales, indispensables à sa défense, ne pouvait se défendre que spontanément (...). Les autorités, en reculant (comme en juin 1976) ou bien en faisant des revirements tactiques (comme en 1956 et en décembre 1970), se sont montrées incapables de démocratiser la vie sociale. Cette incapacité a abouti à la crise économique et sociale qui s'approfondit chaque jour davantage ; elle a abouti à la crise du régime. » (...)*

Et ensuite :

*« Seuls les syndicats et les associations sociales authentiques peuvent sauver le pays. Car c'est seulement à travers la démocratisation que le chemin mène vers l'union entre les intérêts, la volonté du citoyen et les intérêts, la force du pays ».*

Il semble que des initiatives analogues aient été prises par les travailleurs d'autres régions. Elles seraient d'une importance capitale. Nous en parlerons dans un prochain article.

JEAN MALARA et LUCIENNE REY.